

# Au **CLAIR** de la lutte

1€  
2€ soutien

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire

## Amplifions la bagarre contre ce gouvernement de combat



### PS – Medef !



### *Union Européenne*

- Contre l'UE, contre le gouvernement des riches et des patrons, rupture anticapitaliste !
- L'orientation du NPA ne nous permettra pas de disputer l'électorat populaire au FN

### IntermittentEs, précairEs



Contre l'accord FO-CFDT-Medef,  
pour le maintien de la solidarité interpro !

### *Élections municipales*

- Pourquoi faire ?
- Analyse et perspective après le 1er tour



### *Sortie du 5e rapport du Giec*

L'impuissance  
capitaliste face  
à l'urgence  
climatique

# Après le 12 avril, amplifions la lutte contre le « gouvernement de combat » PS-Medef



Près de 50 000 personnes ont manifesté samedi 12 avril contre les mesures anti-sociales du gouvernement. Et il était temps ! Car l'équipe Hollande-Ayrault s'est déjà largement employée à servir la soupe au Medef, et l'équipe de rechange menée par Valls ne fait qu'annoncer de nouveaux cadeaux à nos exploités !

## **Le plan de Hollande-Valls contre les travailleurs/ses**

Dans son discours de politique générale, Valls a décliné un ensemble de mesures concrètes pour les patrons :

- La pérennisation des 20 milliards de baisse d'impôts du CICE (crédit impôt compétitivité emploi) ;

- La suppression de toutes les cotisations patronales au niveau du SMIC et leur baisse jusqu'à 1,6 SMIC (4,5 milliards) ;
- La diminution des cotisations patronales familiales (4,5 milliards)
- Une baisse supplémentaire des cotisations patronales familiales pour les artisans (1 milliard).

Cela fait donc 10 milliards supplémentaires (en plus des 20 milliards du CICE) de baisse du « coût du travail ». Mais les cadeaux pour les patrons vont encore au delà :

- Baisse de l'impôt sur les sociétés : fin de la surtaxe pour les grosses entreprises et diminu-

tion du taux général (à l'horizon 2020) de 33% à 28% ;

- Suppression d'ici trois ans du C3S, un impôt basé sur le chiffre d'affaires qui touche avant tout les grandes entreprises ;
- Élimination de dizaines de petites taxes complexes.

Ainsi, c'est environ 10 milliards de baisse d'impôts pour les patrons qui sont d'ores et déjà programmées d'ici 2017, en plus des 30 milliards de baisse du « coût du travail ».

Valls a par contre été très discret sur les énormes réductions de dépenses qu'il devra trouver (au moins 50 milliards en trois ans) pour financer ces cadeaux.

On sait depuis le 16 avril que ces coupes vont toucher les services publics (l'État central pour 18 milliards et les collectivités locales pour 11 milliards) et la protection sociale (21 milliards). La suppression de la moitié des régions permettra au gouvernement de purger les effectifs de la fonction publique, et de réduire les prestations pour les usagers.

De façon grotesque, le gouvernement nous fait croire que le pacte de responsabilité serait complété par un « pacte de solidarité » de 5 milliards d'ici à 2017 pour les ménages. Ainsi, la mesure phare de Valls est la baisse des cotisations salariales pour les bas salaires. Mais l'escroquerie consiste à présenter cela comme une hausse des salaires ! Or, une hausse des cotisations salariales sans augmentation du salaire brut consiste à augmenter (très peu) le salaire direct et à diminuer le salaire socialisé. Autrement dit, cela se traduira soit par une baisse des prestations sociales, soit par une hausse supplémentaire (s'ajoutant aux 12 milliards d'impôts supplémentaires de cette année) des impôts pour garder le même niveau de prestations. Ainsi, la seule mesure présentée comme « sociale » ne fait que contribuer à fragiliser encore un peu plus la Sécurité sociale ! Et nous avons appris le 16 avril que Valls « reportait » d'une année la revalorisation du RSA qui était prévue par le « plan pauvreté ». Vive le « pacte de solidarité » !

Et à présent, la vieille ficelle des ballons d'essai est utilisée tous azimut :

— La Cour des comptes préconise le 13 avril des coupes dans le budget logement, notamment dans les APL des étudiants... Jean-Marie Le Guen puis Michel Sapin ne démentent pas... Puis le lendemain, Fioraso dément, l'information rendant visiblement

fébrile dans le mouvement étudiant.

— Quant à Pierre Gattaz, président du Medef, il a proposé rien de moins que l'introduction d'un SMIC au rabais. Une idée qui semble un peu excessive à Laurence Parisot, qui parle de « logique esclavagiste ». Il faut dire que Pierre Gattaz s'est peut-être inspiré d'un expert esclavagiste, Pascal Lamy, ce bonhomme tellement socialiste qu'il est devenu Directeur Général de l'OMC. Et Hollande a pris le temps de déjeuner avec trois économistes proches du PS (Aghion, Cette, Cohen) qui viennent de sortir un livre s'attaquant au « tabou » du SMIC. C'est donc une idée parfaitement dans l'air du temps, qui pourrait se concrétiser au moment opportun (pour eux)...

---

### **Manifestation du 12 avril : enfin une mobilisation du camp des travailleur-se-s !**

---

Face à ce tableau, il était temps que les organisations politiques et syndicales qui se revendiquent de la défense des travailleur-se-s donnent un signal de rassemblement commun pour dire clairement que nous ne nous laisseront pas faire ! Le NPA a donc eu raison de lancer cette idée, d'autant plus que nous se supportions plus de voir le FN, les « manifs pour tous » et autre « jours de colère » être les seuls à apparaître comme opposants. Lutte ouvrière, malgré les critiques justes qu'elle peut faire, fait une grave erreur en refusant de joindre ses forces à ce début d'initiative de lutte ouvrière !

Le Front de gauche a repris cette idée à son compte, et a pu d'autant mieux imposer ses conceptions que la direction du NPA, qui a signé un appel « unitaire » creux contre l'austérité,

est « structurellement » suiviste à l'égard du Front de gauche :

— Le Front de gauche veut une inflexion « à gauche » du gouvernement, avec une nouvelle majorité dans la majorité, autour du Front de gauche, des Verts et de la gauche du PS. Mélenchon et Laurent nous font croire qu'on pourrait rompre avec les politiques d'austérité sans rompre avec le capitalisme et l'UE. C'est un mensonge. Ils ne souhaitent pas construire un mouvement d'ensemble, une grève générale pour stopper le gouvernement. Cette manifestation est pour eux une simple démonstration de force symbolique, mais les choses sérieuses se jouent pour eux lors des élections — ils visent notamment un bon score aux européennes.

— Nous voulons au contraire construire la grève générale, contre la politique d'accompagnement des directions syndicales (amies du Front de gauche) qui protègent le gouvernement de la colère ouvrière. Et nous expliquons que pour sortir de la crise et de l'austérité, il faut rompre avec le capitalisme et ses institutions nationales et européennes. Pour empêcher les licenciements, il faut expropriar les capitalistes. Pour satisfaire les besoins sociaux, il faut un gouvernement des travailleurs/ses qui organise la production et le partage du temps de travail entre tous et toutes.

Le 12 avril peut constituer un point de départ pour une mobilisation d'ampleur contre le gouvernement. Des équipes syndicales ont désobéi aux bureaucrates enkystés dans la cogestion du système et ont appelé à la manifestation. Il faut désormais que notre parti, le NPA, prenne ses responsabilités et lance des initiatives pour coordonner

donner les travailleurs/ses en lutte, et pour coordonner les militant-e-s lutte de classe dans les syndicats. Les bureaucrates et les réformistes sont organisés pour bloquer tout ce qui pourrait menacer leur politique de « dialogue social » avec le gouvernement. Il faut donc que nous nous organisions et c'est le rôle d'un parti anticapitaliste d'aider à l'auto-organisation de la classe ouvrière face aux imposteurs qui prétendent la représenter.

Le refus de la CGT, principale confédération syndicale, d'appeler à cette manifestation est aussi un immense obstacle pour inverser le rapport de force. De nombreux cégétistes ne l'ont pas compris, et c'est un bon signe que des équipes ou fédérations aient pris l'initiative d'y appeler.

### **Il faut un plan de bataille avec des mots d'ordre clairs !**

Nous n'avons pas l'illusion qu'une manifestation suffira à enrayer quoi que ce soit. Le gouvernement et les capitalistes derrière lui sont bien trop décidés à frapper fort pour redresser leur rentabi-

lité face à leurs concurrents. Il n'y a pas de « dialogue social » possible : ils ne reculeront que si nous leur imposons un rapport de force en les touchant au portefeuille par des grèves massives, et si nous les menaçons par une grève générale. Bien sûr, cela ne se décrète pas, cela se construit. Or, les dirigeants syndicaux comme Le Paon, enkystés dans la cogestion du système, refusent obstinément de s'engager dans cette voie. Stop aux discours sur la négociation de « contreparties », on doit exiger le retrait de chacune de leurs réformes ! Des syndicalistes prêts à en découdre, il y en a. Pour arrêter de les désespérer, il faut que les militant-e-s conscients du problème se regroupent et se coordonnent autant que possible pour contraindre nos « représentants » à engager une lutte digne de ce nom sur des mots d'ordre clairs :

- Abrogation du CICE ; retrait du pacte de responsabilité : aucune baisse de cotisation sociale, aucune baisse d'impôt pour les patrons, aucune coupe dans les dépenses publiques !

- Smic à 1 700 € net et hausse générale des salaires de 300 € !
- Expropriation des entreprises qui licencient : nationalisation sous contrôle des travailleurs !

C'est une tâche centrale que les militant-e-s du NPA doivent, selon nous, prendre à bras-le-corps.

Il ne faut en tout cas pas compter sur les bureaucrates et les réformistes. Lors de la réunion unitaire du 15 avril, ils ont refusé toute perspective de manifestation centrale avant la rentrée de septembre, et ils ne proposent que des initiatives qui feront rigoler le gouvernement : votation citoyenne, assises citoyennes et autres plaisanteries. Le NPA doit donc prendre ses responsabilités et proposer une initiative concrète aux secteurs les plus combattifs du mouvement ouvrier.

A défaut d'autres échéances, nous serons le 1er mai aux côtés des travailleur-se-s, pour dire haut et fort que la lutte de classe est plus que jamais d'actualité.

**Gaston Lefranc, Ernest Everhard,**  
le 17 avril 2014

## FRANCE

# Analyse et perspective après le premier tour des élections municipales

## **Un taux d'abstention record chez les jeunes et les classes populaires**

Avec un taux d'abstention de 36,5%, le niveau record de 2008 est dépassé de 3 points. L'abstention est plus que jamais clivée sociale-

ment et générationnellement<sup>1</sup> :

- elle est de 60% chez les 18-24 ans et de 15% seulement chez les plus de 65 ans
- elle est de 50% des chez les ouvriers et de 35% chez les cadres supérieurs

Cette abstention n'est pas

neutre : 39% des abstentionnistes l'ont fait pour manifester « leur mécontentement à l'égard des hommes politiques en général » et 22% « leur mécontentement à l'égard du gouvernement ». Seuls 13% déclarent s'être abstenus parce que ces élections ne les intéressaient pas.

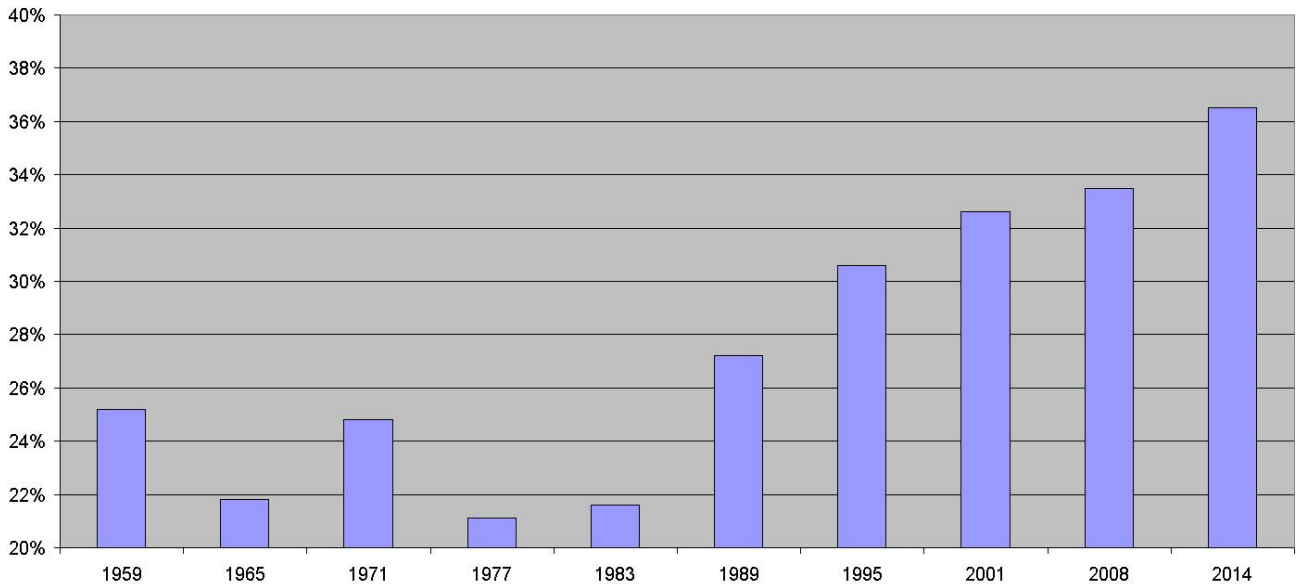
1. Nous nous appuyons sur deux sondages effectués le jour du vote : l'un de l'Ipsos (<http://www.ipsos.fr/sites/default/files/attachments/mun-1er-tour-ipsos-comprendre-le-vote-des-francais-23-mars-2014-20h.pdf>) et l'autre de l'Ifop ([http://www.ifop.com/media/poll/2573-1-study\\_file.pdf](http://www.ifop.com/media/poll/2573-1-study_file.pdf))

Contrairement à une idée propagée par les aficionados du gouvernement, les sympathisants du PS ne se sont pas plus abstenus que les autres. 32% de ceux-ci se sont

abstenus, alors que 40% des sympathisants du FN n'ont pas voté. Le gouvernement se fait de douces illusions en pensant qu'un surcroît de participation lui aurait profité.

Si elle avait dû s'exprimer, la colère des abstentionnistes aurait probablement amplifié la déculottée de la gauche au pouvoir.

### Taux d'abstention au premier tour des municipales



### Une droite stable, un PS qui s'effondre, et un FN qui monte en flèche

Dans les villes de plus de 10 000 habitants :

- la droite recueille 45,9% des voix contre 45,5% en 2008 ;
- la gauche rassemble 41,4% des voix contre 48% en 2008 ;
- l'extrême-droite obtient 9,2% des voix contre 0,7% en 2008.

Bien sur l'augmentation du FN tient en partie au nombre plus important de listes qu'il a pu constituer. Mais la percée du FN est incontestable, et le FN fait globalement des pourcentages voisins à ceux de la présidentielle là où il était présent, malgré un faible ancrage local (qui le handicape lourdement dans ce type d'élection).

On note également une participation particulièrement forte dans les villes où le FN était en position de gagner ou de peser sur l'élection, qui lui permet le plus souvent d'améliorer ses scores de la présidentielle. Cela tend à prouver qu'une partie des abstentionnistes est prête à basculer dans le vote FN, et que le FN a des réserves de voix. On pourra le mesurer dimanche prochain dans la capacité du FN à augmenter ses scores quand il est en position de gagner.

Malgré l'impopularité abyssale du gouvernement, l'UMP n'augmente pas ses scores. Elle s'apprête à gagner des mairies par défaut. Mais pour beaucoup d'électeurs, et notamment les catégories populaires, l'UMP et le PS sont mis dans le même sac et ne suscitent plus aucune espérance. Ainsi, selon l'Ifop, 45% (58% des ouvriers) ne souhaitent ni une victoire de la gauche, ni une victoire de la droite ;

seuls 24% (13% des ouvriers et 15% des employés !) souhaitent une victoire de la gauche, et 31% une victoire de la droite.

### Un PCF qui continue à décliner

Le PCF ne profite pas du rejet populaire du gouvernement. Et pour cause ! Dans la très grande majorité des villes, le PCF fait liste commune avec le PS. Les listes d'union dirigées par le PCF en pâtissent directement. Quand le PCF se présente seul, il ne progresse pas non plus, et il poursuit son lent déclin. Il n'incarne plus aujourd'hui un vote utile pour les travailleurs pour exprimer leur colère face au gouvernement ou plus largement face au « système ».

Le PCF devrait perdre au minimum une bonne douzaine de villes de plus de 10 000 habitants, principalement en Seine-Saint-Denis



(cette fois-ci au profit de la droite, et pas du PS), ou encore dans le Morbihan (Auray, Hennebont), en France Comté (Saint Claude), en PACA (Aubagne, Brignoles), ou dans le Rhône (Vaulx-en-Velin, Pierre-Bénite). Il ne peut en espérer en reconquérir que deux ou trois sur le PS ou les Verts, comme Aubervilliers ou Montreuil.

---

### **Quelques succès pour la nouvelle alliance entre le Parti de gauche et les Verts**

---

Contrairement au PCF, le Parti de Gauche a cherché à monter des listes concurrentes à celles du PS dans un maximum de villes. Selon les configurations, il s'est présenté seul ou allié tantôt aux Verts, tantôt au NPA, ou aux deux à la fois (Poitiers, Pré Saint Gervais, Montauban, Miramas).

Dans la plupart des endroits, le PG ne perce pas. A Paris, les listes de Simonnet sont sous la barre des 5%, bien en retrait des scores de Mélenchon dans la capitale.

Dans quelques endroits, principalement quand il est allié aux Verts, le PG réalise de bons scores : le cas emblématique est Grenoble où la liste PG-Verts réalise 29,4% contre 25,3% à la liste PS-PCF. Mais ces bons résultats sont principalement obtenus grâce à l'implantation locale des Verts, sur une orientation floue, vaguement anti-austérité, et pas anti-gouvernemental. Il est assez vraisemblable que ce type de profil attire avant tout un électorat de cadres, sensibles à certaines thématiques écologistes et vaguement critiques du gouvernement.

---

### **NPA : un manque de cohérence qui ne permet pas de construire le parti**

---

La direction du NPA n'a pas cherché à construire des listes de travailleurs sur la base d'un programme anticapitaliste clairement délimité des forces antilibérales (Front de gauche) qui gèrent dans l'austérité des dizaines de communes, tout en discourant contre l'austérité ou pour la justice sociale. Elle a au contraire cherché à diluer l'identité du parti dans des listes citoyennes avec des composantes du Front de gauche.

Résultat des courses : le NPA s'est présenté seul dans 30 communes, a dirigé des listes unitaires dans 10 autres, et a servi de force d'appoint pour le Front de gauche dans 44 autres. Dans 4 villes, le NPA s'est même présenté sur des listes avec les Verts, qui participent au gouvernement. Tout ceci concourt à une invisibilisation du NPA, à un brouillage idéologique, qui n'a pu que desservir les camarades du NPA qui ont construit des listes anticapitalistes en rupture avec le système.

Les résultats du NPA sont très variables, même s'ils sont généralement en retrait par rapport aux scores de 2008. Néanmoins, des listes NPA font des scores remarquables dans un contexte difficile, comme à Saint Etienne du Rouvray, ville ouvrière à proximité de Rouen, avec 15% des voix.

Lutte ouvrière avait réussi à constituer beaucoup plus de listes que le NPA, environ 200. Mais les résultats sont décevants, globalement en retrait par rapport aux scores de 2008, et inférieurs à ceux du NPA. Le discours routinier et atemporel de LO est assez désespérant. LO réalise ses meilleurs scores dans le Nord et l'Est. Signalons néanmoins l'excellent score de LO (22%) à Frouard, petite ville ouvrière de Meurthe et Moselle où LO affrontait une liste PS-Front de

gauche.

---

### **Pas une voix pour le PS, l'UMP et le FN au second tour !**

---

Comme l'indique le NPA Paris (et malheureusement pas le NPA national), « *Nous ne choisirons pas entre l'austérité de droite et l'austérité de 'gauche'. Nous ne donnerons pas notre voix à ceux qui défendent le « pacte de responsabilité », à ceux qui font la guerre au Mali et en Centrafrique après avoir bloqué le développement ces pays pendant des dizaines d'années, à ceux qui expulsent chaque année des dizaines de milliers de sans-papiers, à ceux qui mettent en place la réforme des rythmes scolaires* »<sup>2</sup>. En outre, il est faux d'appeler à battre le FN électoralement, quand cela implique d'appeler à voter pour l'UMP ou le PS, qui sont des partis de la bourgeoisie.

Le NPA participe à des listes qui sont en position de fusionner avec d'autres listes. Malheureusement, certaines d'entre elles ont fusionné avec le PS, quelques fois en négociant de futures places dans l'exécutif municipal. Nous condamnons ces accords politiques présentés souvent comme « techniques ». Alors que les catégories populaires rejettent massivement le PS, c'est une erreur dramatique de se compromettre avec eux : cela ne peut que nous décrédibiliser, jeter un doute sur la sincérité de notre combat anticapitaliste, et faire le jeu du FN qui cherche à se présenter comme le seul parti anti-système.

---

### **Combattre le gouvernement, l'UMP et le FN en reprenant la rue et en incarnant une alternative politique à l'ensemble des partis du système**

---

2. cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=7790>

Comme l'indique ici encore le NPA Paris, « *La montée du FN et de la droite est à la fois le résultat de la politique du gouvernement et de la stratégie du mouvement ouvrier qui se refuse à préparer l'affrontement face au pouvoir socialiste* ». C'est pourquoi il est important de réussir la manifestation du 12 avril à Paris contre la politique d'austérité du gouvernement. Nous manifesterons avec les différentes composantes du Front de gauche, mais sur nos propres bases. Nous estimons que le NPA s'est une fois de plus fourvoyé en signant un appel « unitaire » avec le Front de gauche, qui ne s'oppose pas clairement au gouvernement, qui ne dit pas un mot contre les plans de licenciements, et qui n'inscrit pas la manifestation du 12 avril dans un plan d'ensemble pour mettre en échec le gouvernement.

Pour préparer la montée en masse à Paris le 12 avril, nous cherchons à construire des collectifs locaux avec ceux qui veulent en découdre avec le gouvernement et qui cherchent à construire un mouvement d'ensemble contre le

gouvernement. Si les réformistes conçoivent le 12 avril comme une journée de mobilisation en vue des élections européennes (avec Tsipras en invité vedette de la manifestation), nous voulons mettre au cœur de cette manifestation des revendications concrètes (refus de tous les licenciements, expropriation et nationalisation sous contrôle des travailleurs des entreprises qui licencient, retrait de l'ANI, etc.) et les moyens de les satisfaire (la construction de la grève générale). Cela nécessite de penser une politique pour affronter celle des bureaucraties syndicales. Il faut condamner les politiques des directions du mouvement ouvrier et les interpeller pour qu'elles rompent avec la politique de dialogue social promue par le gouvernement, tout en prenant des initiatives pour développer l'auto-organisation.

Il faut également que le NPA incarne un projet de rupture avec l'ordre établi, clairement délimité de celui du Front de gauche. Dans la campagne européenne qui s'ouvre, il ne faut pas laisser à l'extrême-droite le monopole du combat

contre l'Union européenne. Nous voulons rompre avec l'UE, avec l'euro (tout comme avec les institutions républicaines nationales) parce que nous voulons rompre avec l'ensemble des institutions que se sont données les forces capitalistes pour nous exploiter. Avoir un discours de classe (et pas un discours citoyen), abandonner les chimères keynésiennes (que la direction de notre parti relaie en signant tous ces appels unitaires gluants), défendre ouvertement un programme anticapitaliste mettant au centre la nécessité d'exproprier les grands groupes capitalistes pour en finir avec l'exploitation et les licenciements. Voilà le cap que nous devrions avoir : cela nous éloignerait à coup sûr des petites nomenklaturas de la gauche antilibérale, mais cela pourrait nous permettre de trouver l'écoute des travailleurs écœurés qui cherchent une voie pour sortir de la nasse.

**Gaston Lefranc, Juno Smith,**

le 27 mars 2014

## FRANCE

# Les élections municipales, pour quoi faire ?



Dimanche prochain aura lieu un rituel « démocratique » : quelques millions de bouts de papiers seront versés dans des boîtes, et après un second tour, cela déclenchera un jeu de chaises musicales dans certaines mairies... mais pas grand-chose d'autre ne changera pour l'immense majorité. Cependant, ces élections comme toutes les autres auront une signification politique. Comme depuis mai 2012 les bourgeois au gouvernement sont estampillés du logo à la rose, tout-e candidat-e sous l'étiquette PS a de gros risques de subir un recul. Ce recul sera un reflet de la colère – légitime – de la classe exploitée, cela fait une bonne raison pour nous d'être attentif. Plus que simplement attentifs, nous faisons campagne. Pourquoi ?

D'abord parce que les élections municipales sont une tribune pour nos idées. Après les présidentielles,

ce sont les deuxièmes élections où la participation est la plus forte (l'abstention était tout de même de 35% en 2008 contre environ 20% en 1983). Le problème principal, au NPA, est de se mettre d'accord sur... l'utilisation à faire de cette tribune. La direction de notre parti a souhaité poursuivre son orientation : « *L'idée est de faire en sorte que s'exprime une opposition de gauche à la politique du gouvernement et du PS en général.* »<sup>1</sup> Nous faisons comme si nous étions à peu de choses près sur la même ligne que toute force politique à gauche du PS, malgré quelques piques lancées discrètement. Les nombreuses listes d'union avec le PG ou le PC servent elles réellement de tribune révolutionnaire ? Lorsque le programme met en avant une « *gestion responsable, économe* » pour « *favoriser l'installation de nouvelles entreprises* » (Avignon)<sup>2</sup> Présenter

des listes avec des forces antilibérales, c'est se condamner à ne pas faire campagne sur notre programme anticapitaliste. Pire, nous ne pouvons pas ignorer que les mairies PC ou PG appliquent l'austérité, et il est donc pour le moins problématique qu'on fasse comme si il y avait un accord avec eux sur une ligne « anti-austérité ».

Les 90 listes sur lesquelles le NPA s'investit sont donc très hétérogènes (avec une majorité de listes « unitaires » avec des forces du Front de gauche). Le NPA est même présent à Poitiers sur une liste avec les Verts, qui participent au gouvernement... A l'opposé, le NPA Paris affiche bien plus clairement notre anticapitalisme :

« *Ces mesures [déclinées pour Paris] s'inscrivent dans le cadre du programme politique du NPA : Luttes pour l'interdiction des licenciements, des créations massives d'em-*

1. <http://gauche.blog.lemonde.fr/2014/03/11/municipales-lextreme-gauche-a-la-peine/>

2. [http://issuu.com/andre.castelli/docs/livret\\_a5\\_ac\\_v9](http://issuu.com/andre.castelli/docs/livret_a5_ac_v9)



ploi, le partage du temps de travail, l'augmentation générale des salaires et des revenus sociaux. **Afin que les richesses servent ces objectifs-là, il faut exproprier les grandes entreprises, et fusionner les banques en un grand service public financier réellement au service des besoins de la population. Pour arracher cela, les travailleurs et les jeunes ne peuvent compter que sur eux-mêmes !** »

Nous n'avons aucune opposition de principe aux listes unitaires. L'important est que celles-ci servent à renforcer notre message, déjà si peu audible, et non pas à le diluer. Nous aurions été par exemple en faveur de listes communes avec Lutte ouvrière si cela avait été possible. Mais LO a décidé de se présenter partout isolément, en reprochant à juste titre au NPA ses alliances à géométrie variable. LO semble revenue à sa politique électorale de 2001... après les flirts avec le PC et le PS en 2008. LO expliquait alors que « *Partout où il y a des listes unitaires avec des candidats de Lutte Ouvrière, en votant pour ces listes, vous voterez contre la droite.* » même si « *écarter la droite de la gestion d'un maxi-*

*num de villes ne résoudra certes pas les principaux problèmes du monde du travail.* »

Faire l'effort d'explicitier ce qu'une révolution socialiste permettrait pour le quotidien des travailleur-se-s est important, y compris à l'échelle locale. De ce point de vue, la campagne de Lutte ouvrière, exclusivement nationale, se soucie peu de présenter des revendications saisissables. Mais prétendre apporter des solutions locales sans les lier à un mouvement révolutionnaire d'ensemble ne peut que semer des illusions. Les institutions locales sont autant au service du capitalisme que l'État central, et les marges de manœuvres sont encore plus réduites : les communes sont soumises aux prêts bancaires, aux dotations de l'État, à la concurrence avec d'autres communes (la délocalisation est très facile et donc une taxation unilatérale des entreprises encore plus chimérique)...

Le rôle de tribune ne se limite pas au moment de la campagne. Des élus anticapitalistes, comme les conseillers municipaux NPA<sup>3</sup> ou LO, peuvent être utiles. En particulier, en étant directement témoins de la logique capitaliste dans les délibérations, ils peuvent don-

ner de précieux exemples à notre dénonciation des politiciens pro-capitalistes et autres faux amis. Il est cependant vital qu'un contrôle démocratique du parti sur les élu-es soit maintenu, pour contrecarrer la pression qu'ils/elles subissent. En effet, un-e élu-e anticapitaliste conséquent-e doit en permanence assumer d'être en contradiction, étant donné qu'il n'est pas possible d'être « constructif » dans l'austérité.

Obtenir des majorités et donc des postes de maires apporterait évidemment des contradictions qualitativement supérieures. Mais pour un parti anticapitaliste, ce genre de situation a toutes les chances de s'accompagner d'une dynamique de luttes généralisées. Notre combat, c'est de faire du NPA un outil politique pour ces luttes, capable de leur proposer un programme révolutionnaire global.

**Nous appelons à voter anticapitaliste, c'est-à-dire pour les listes NPA ou pour d'autres listes anticapitalistes (notamment celles de LO) là où ce n'est pas possible.**

Ernest Everhard,  
le 21 mars 2014

## LUTTES ET SYNDICALISME

# Les 4 du Havre : RELAXÉS !



Voir notre précédent article :

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=573>

Un gros rassemblement de 4000 militants de la CGT 76 (3000 selon la police et 5000 selon la cège), en présence de FO, Solidaires et la FSU, a été organisé ce matin devant le palais de justice du Havre, en présence de Thierry Lepaon, pour obtenir la relaxe de 4

militants CGT. Le tribunal correctionnel a rendu son jugement en début d'après-midi sur le cas de quatre responsables de l'union syndicale havraise qui encouraient des peines de prison avec ou sans sursis et des amendes pour deux affaires distinctes.

La première affaire remonte à septembre 2013. Lors d'une mani-

3. Voir quelques bilans des 80 conseillers municipaux obtenus par le NPA aux municipales de 2008 : <https://npa2009.org/node/38048>

festation contre la réforme des retraites, des militants avaient collé des affiches sur les vitres de la permanence de la députée socialiste Catherine Troallic et, surtout, retiré et conservé sa plaque de parlementaire. Pour ces actes, le parquet avait réclamé en février dernier une peine de prison avec sursis et 300 euros d'amende pour "vol et recel".

Les camarades sont cependant condamnés pour les faits de recel mais dispensés de peine.

La seconde affaire concerne des faits qui se sont produits en janvier dernier lors d'un conflit social à la société de courtage en assurance SPB. Un huissier venu prendre des photos aurait, selon l'accusation, été bousculé et ses dossiers jetés dans le feu de palette qui avait été allumé par les camarades. Pour ces faits, le parquet a réclamé 6 mois de prison ferme et 500 euros d'amende.

Les syndicalistes ont donc été relaxés mais le défenseur des salariés CGT de Seine-Maritime a dit, dans un discours après le jugement, que le parquet allait très certainement faire appel. La CGT et les autres syndicats se tiennent prêts pour un autre rassemblement.

Le NPA du Havre et de Rouen était venu en nombre et tous drapeaux déployés. C'était d'ailleurs le seul parti visible. Une délégation des Jeannette (biscuiterie de Caen), actuellement en lutte pour garder leur usine et leurs emplois, était présente. Quelques très bonnes interventions sont passées avant l'entrée des 4 au tribunal, notamment celle d'un inspecteur du travail qui a redit la différence de traitement par la justice bourgeoise des actes de délinquance supposée ou non selon que cela concerne les patrons ou les travailleurs et de citer l'exemple de ce que coûte seulement à un patron un membre arra-

ché par une machine : 5000€, alors que pour un attaché-case supposé-ment jeté sur un feu de palette ou une plaque de députée confisquée parce que ladite députée ne fait pas le travail pour lequel elle a été élue, un procureur haineux est capable de requérir 6 mois de prison ferme !

Alors, nous disons bravo aux 4 du Havre, bravo à la CGT et aux autres syndicats présents aujourd'hui en solidarité et plus que jamais nous redisons avec eux la nécessité d'interdire toute mesure visant à criminaliser l'activité syndicale et l'urgence d'une loi d'amnistie qu'un certain Hollande avait promis lors de sa campagne.

Mais nous ne nous berçons pas d'illusions : c'est par la lutte que nous l'imposerons et aucun gouvernement bourgeois de droite ou de gauche ne le fera à notre place.

**Damien Lanchron,**

le 31 mars 2014

## LUTTES ET SYNDICALISME

# Lutte des intermittentEs et précaires exemplaire ! Le patronat encore aidé dans la destruction des acquis sociaux par certaines directions syndicales !



Plus de 20 000 personnes à chaque fois ont manifesté partout en France le 27 février, le 12 Mars et le 20 Mars pour demander la préservation de la solidarité interprofessionnelle, de la protection sociale et de nouveaux droits pour les précaires. Les intermittentEs et précaires en lutte, comprenant des militants de la CGT, de Sud culture, de la CIP (Coordination des intermittents et précaires) et beaucoup de non étiquetés, ont occupé l'opéra Garnier jeudi soir en quittant la manifestation parisienne. Ils ont dormi sur place, fait une AG vendredi matin à l'intérieur réunissant plus de 300 personnes. Puis ils sont partis occuper vendredi midi le Carreau du temple (ancien marché couvert désormais aménagé en

un ensemble dédié à la création artistique), mettant la pression à la mairie socialiste pour qu'ils disposent de ce lieu comme QG de la mobilisation.<sup>1</sup>

A l'heure où nous écrivons ces lignes (dimanche 23 mars) de nombreux intermittentEs, précaires, intérimaires, chômeurs/euses y sont encore, entourés par une centaine de CRS, gendarmes et policier armés comme si nous étions en Crimée. **Plusieurs fois la mairie socialiste a refusé que les soutiens extérieurs apportent à manger, à boire.... Au lieu de cela elle a renforcé le dispositif policier!** Mais c'est sans compter sur la détermination des personnes restées à l'extérieur qui, plusieurs fois, ont réussi à pénétrer de force dans le

Carreau du temple

Pendant ce temps au siège du MEDEF, un accord pourri a été signé dans la nuit de vendredi 21 à samedi 22 mars par le patronat et des directions syndicales comme FO et la CFDT. Seules la CGT et la CFE-CGC n'ont pas signé. Les conditions dans lesquelles se sont déroulées ces négociations sont abjectes. En effet, tout s'est passé au siège du MEDEF et les seules propositions qui ont été discutées sont les siennes. Il n'y a pas eu de véritables « négociations ». Tout s'est passé vendredi dans les couloirs, avec des interruptions de séances interminables qui ont permis des arrangements entre FO, CFDT et patronat. La CGT est restée à la table des négociations sans voir

1. Pour une chronologie détaillée de la lutte de ces derniers jours, cf. <http://paris-luttes.info/apres-l-opera-garnier-les>

personne ! Les négociations « officielles » auront finalement duré un quart d'heure en tout !

**Résultat : l'accord impose encore une régression des droits de tous les salariés fragiles qui cotisent, les chômeurs, les précaires.** Quant aux intérimaires ils sont tout simplement sacrifiés. En effet, l'annexe 4 (définissant le régime spécial d'indemnisation des intérimaires) de la convention chômage est vidée de sa substance : 60% des intérimaires voient leurs indemnités baisser d'un montant allant jusqu'à 300 € par mois. Le patronat n'accepte aucune augmentation de ses propres cotisations. Avec ce nouvel accord, ce sont 400 millions d'€ d'économie sur le dos des chômeurs. En période de crise, comme le dit Samuel Churin de la CIP, « c'est un massacre ». Encore une fois ce sont les plus pauvres qui vont trinquer, ceux qui sont mal organisés, ceux qui subissent de plein fouet l'exploitation capitaliste. Concernant les annexes 8 et 10 (celles des intermittentEs artistes et techniciens), le dispositif signé en 2003 et dénoncé par le comité de suivi (regroupant syndicats et collectifs de lutte) est reconduit avec des restrictions :

- pour les employeurs des petites compagnies : augmentation des cotisations ;
- pour les salarié-e-s intermit-

tentEs : augmentation de deux points du taux de cotisation (ce qui va entraîner une baisse du salaire net d'environ 0,8%) et différé d'indemnisation, mesure mesquine augmentant le délai ouvrant l'accès aux allocations.

Au vue de la mobilisation, le MEDEF n'a pas osé s'attaquer frontalement aux intermittentEs mais il souhaite d'ores et déjà une discussion avec l'État d'ici 6 mois pour voir si ce dernier accepte de prendre en charge une partie de l'indemnisation des intermittentEs (*sic !*). **Bref, le combat pour la préservation de la solidarité interprofessionnelle est loin d'être terminé.**

Les occupants du Carreau du temple et tous les intermittentEs et précaires en lutte demandent aujourd'hui

- que le nouveau protocole d'accord qui a été signé dans des conditions scandaleuses et anti-démocratiques soit annulé.
- que Michel Sapin, ministre du travail, n'agrée pas ce protocole.
- que d'autres négociations reprennent dans un lieu neutre, et surtout que la plate-forme revendicative du comité-de-suivi élaborée depuis une dizaine d'année par des syndicats de travailleurs (CGT spectacle, Sud

culture), des associations de chômeurs, des collectifs (CIP-IDF) qui représentent la grande majorité de la profession du spectacle, soit enfin mise sur la table et discutée.

Pour conclure on ne peut pas parler de défaite car sans la grande mobilisation des travailleurs/euses du spectacle, les annexes 8 et 10 auraient été supprimées comme le préconisait le patronat. Nous avons fait reculer le patronat par la lutte, c'est un fait, mais on pourra parler véritablement de victoire seulement quand nous l'aurons fait plier par une mobilisation et une convergence des luttes encore plus importante. **En ce sens il est important que les travailleurs/euses et chômeurs/euses qui ont participé à cette lutte participent à la manifestation du 12 Avril contre la politique d'austérité du gouvernement.** Avec l'objectif que cette journée serve de point d'appui pour la construction d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale, qui seule pourra mettre en échec ce gouvernement.

**Chômeurs/euses, précaires, intermittentEs, interimaireS, avec ou sans papiers, solidarité !**

Un camarade de la tendance claire du NPA, intermittent du spectacle,

le 25 mars 2014

CPN DES 5 ET 6 AVRIL

# La direction alimente la crise du parti avec sa lettre de dernière minute au Front de gauche



*Explication de vote à l'issu du CPN des 5 et 6 avril 2014*

La veille du CPN, deux membres de la direction du parti ont envoyé un projet de lettre au Front de gauche et à LO pour des listes unitaires aux européennes. Quoi de mieux pour diviser encore un peu plus le parti ? Pourquoi sortir cela du chapeau au dernier moment ? La direction voulait « profiter » de la difficulté des forces du Front de gauche à se mettre d'accord sur les têtes de liste pour renouer avec les errances qui ont marqué le parti à chaque échéance électorale. Pour certains, il s'agissait de « faire la démonstration » que le FdG ne voulait pas s'allier avec nous ; pour d'autres, il s'agissait de faire « pour de vrai » une alliance avec le Parti de gauche en croisant les doigts pour que le FdG explose pour de vulgaires histoires de places. En outre, il faut s'interroger sur le sens politique d'une adresse commune au FdG et à LO : quel sens cela a-t-il de vouloir faire une liste commune avec des forces pro-institutionnelles, qui ne veulent pas rompre avec le capitalisme, et une force anticapitaliste ? Quelle est la crédibilité d'une telle

démarche ? Une vraie démarche unitaire à l'égard de LO ne peut pas consister à l'associer au Front de gauche : nous aurions dû avoir une démarche exclusive à l'égard des forces anticapitalistes pour mener une campagne anticapitaliste. Trop simple sans doute pour les « tacticiens » de notre parti...

Au final, la direction a fait l'unanimité de la Y et de la Z contre ce projet de lettre. Une partie des camarades de la X a refusé également de cautionner cette démarche, si bien que cela a été adopté à 2 voix (6 avec les procurations) de majorité. J.-L. Mélenchon s'est réjoui de cette lettre. P. Laurent s'est moqué du NPA, en estimant que la vraie raison était la faiblesse de notre parti, incapable de boucler ses listes. Les deux ont souligné que cette lettre venait bien tard. A quoi la direction a répondu dans les médias que le NPA ne pouvait pas faire cette lettre avant parce qu'il ne savait pas où en était le FdG... Justification ridicule sachant que la vraie raison était précisément de profiter des divisions internes du Front de gauche pour avancer nos pions. La « démonstration » que voulait faire la direction du parti se retourne contre nous.

Comment allons-nous nous sortir de cette situation ? Nous devons rencontrer cette semaine les différentes composantes du Front de gauche. S'ils nous proposent d'intégrer les listes du Front de

gauche, qu'allons-nous répondre ? Que c'est mal nous traiter que de vouloir nous intégrer à des listes étiquetées « Front de gauche » sans même nous donner une tête de liste ? Ce serait évidemment catastrophique de refuser des listes « unitaires » pour des raisons aussi politiciennes. Il est même douteux que la direction explique au moins que le programme que nous voulons défendre n'est pas compatible avec celui du FdG. Vu de loin, toutes ces gesticulations aboutiront à nous associer au Front de gauche, et les gens retiendront qu'on ne s'est pas mis d'accord, une fois de plus.

Nous devons faire un bilan de cette triste séquence. Le FdG n'est absolument pas gêné par notre lettre. Par contre, celle-ci nous met dans une position délicate, reflet de l'impasse dans laquelle nous plonge la direction du parti, faute d'un programme révolutionnaire et d'une stratégie clairement alternative à celle des réformistes.

En revanche, nous nous réjouissons qu'il ait été à nouveau possible d'élaborer avec A&R et le CCR, de façon collective et constructive, une résolution politique alternative. Au-delà des divergences qui subsistent, cela confirme la possibilité d'approfondir la collaboration... dès qu'on en a la volonté politique.

**Tendance Claire,**

le 15 avril 2014



CPN DES 5 ET 6 AVRIL

# Européennes : l'orientation de notre parti ne nous permettra pas de disputer l'électorat populaire au Front national



*Explication de vote à l'issue du CPN des 5 et 6 avril 2014*

Notre parti a adopté une orientation qui fait l'impasse sur la nécessité de rompre avec l'Union européenne. Pire, il associe l'idée de la sortie de l'UE ou de l'euro au Front national. C'est une grave erreur d'orientation qui va laisser au FN le monopole d'une posture anti-UE.

L'orientation majoritaire se résume à un catalogue de revendications et à la perspective d'une Europe des travailleurs. Entre les deux, rien, aucun pont, aucune passerelle. Elle fait l'impasse sur la question du pouvoir et toutes les questions concrètes. Pire, le NPA va apparaître, à l'instar de la gauche institutionnelle, comme se gargarisant de belles formules sur une autre Europe, sur une Europe sociale, solidaire, alors qu'il faudrait précisément expliquer comment on construit cette autre Europe.

Dans le projet que nous avons rédigé et dans la résolution que nous avons présentée en commun avec la minorité de la Y, nous expliquons qu'il s'agit de combattre le projet du FN parce qu'il est xénophobe, capitaliste et nationaliste, et non parce qu'il veut « sortir de l'UE ». Nous soutenons que la satisfaction de nos mots d'ordre (interdiction des licenciements, hausse des salaires, etc.) exige des luttes puissantes débouchant sur la mise en place d'un gouvernement des travailleurs qui exproprie les capitalistes, rompt avec l'UE, se protège de la concurrence capitaliste, lance une nouvelle monnaie. Et la construction d'une autre Europe se fera par la coordination internationaliste des luttes et des gouvernements ouvriers, non par un « processus constituant » lancé par un « gouvernement anti-austérité » qui resterait dans le cadre de la zone euro !

Nous regrettons fortement que les élu-e-s de la majorité du courant « Anticapitalisme et Révolution », suivi-e-s par le CCR, aient fait l'impasse sur toutes ces questions pour maintenir leur unité sur le plus petit dénominateur commun. Nous regrettons aussi que des camarades

de la X, d'A&R et du CCR aient renoncé à défendre la rupture anticapitaliste avec l'Union européenne par logique de courant. Le CPN doit être un lieu d'élaboration où les camarades qui pensent la même chose doivent être capables de défendre ensemble leur orientation, y compris si cela remet en cause les clivages habituels dans le parti. C'est ce que nous avons fait avec des camarades de la Y et une camarade de l'ex-W avec qui, pendant le CPN, nous avons travaillé à un texte commun après avoir constaté un très large accord sur l'approche à avoir par rapport à l'Union européenne.

La discussion doit se poursuivre dans le parti, car notre parti ne peut pas convaincre les couches populaires qui rejettent l'Union européenne avec une orientation aussi abstraite. Notre parti n'est pas armé pour répondre efficacement au Front national. Il est pourtant crucial de porter de façon crédible l'objectif du pouvoir des travailleur/ses, d'une Europe socialiste et donc de la rupture anticapitaliste avec l'UE.

**Tendance Claire,**  
le 15 avril 2014

CPN DES 5 ET 6 AVRIL

## Pour un NPA radicalement féministe



*Explication de vote à l'issue du CPN des 5 et 6 avril 2014*

Mandatée par le congrès de 2013, la CNIF a travaillé un an sur un projet de résolution, organisé des réunions — où l'affluence a été très insuffisante, toutes tendances confondues —, impulsé la discussion, édité trois Bulletins de contributions, tenté de trouver des synthèses et de cerner précisément les désaccords... Par respect pour ce travail, c'était la moindre des choses que le CPN prenne enfin position. De plus, il était urgent de mettre fin à la paralysie du NPA qui, faute de votes internes, se discréditait en étant incapable de se prononcer publiquement sur les questions féministes, comme l'a montré encore la cacophonie du 8 mars.

C'est pourquoi, au-delà des limites dans l'élaboration de la CNIF, nous avons pris part au débat et au vote. Nous avons vivement regretté l'appel du courant A&R, suivi par le CCR, à boycotter ce point alors même qu'ils n'avaient proposé ni résolution alternative, ni amendement, ni contribution depuis un an. Comme sur l'Union européenne,

c'est selon nous une erreur politique de se laisser paralyser dans l'élaboration et les prises de position au prétexte de cacher ou de ne pas trancher les divergences internes aux courants...

Nous avons voté les parties 1 à 4 de la résolution, qui dénoncent les attaques contre les droits des femmes, la politique du gouvernement, la montée des idées réactionnaires, le fait que les femmes soient les premières victimes de la crise, de la précarité, des inégalités... Nous partageons l'objectif de reconstruire le mouvement féministe et, dans l'action, de promouvoir des fronts larges pour les droits et l'égalité. Il reste cependant à élaborer sur la façon de défendre les idées féministes dans le mouvement ouvrier et les lieux de travail, avec l'objectif de combattre le sexisme dans les organisations de classe, d'intégrer plus de travailleuses.

En ce qui concerne la partie 5, le point sur la GPA a fait l'objet d'un consensus. De plus, nous nous réjouissons qu'une majorité se soit prononcée pour la formulation exigeant l'abrogation des lois

de stigmatisation et d'exclusion des musulmanes confirmant le vote du dernier CPN. Il faut maintenant que le parti se donne les moyens de gagner celles des femmes portant un foulard, souvent parmi les plus opprimées, qui cherchent la voie d'un combat contre le système.

Sur la prostitution, nous nous réjouissons que la proposition de soutenir la loi du gouvernement (hormis l'abrogation du racolage passif) et le principe de pénaliser les clients aient été rejetés. Mais la majorité a adopté une formulation qui revendique l'« abolitionnisme » (certes distingué du prohibitionnisme), stigmatise l'usage du terme « travailleurs/ses du sexe » et refuse dès lors toute collaboration avec celles/ceux qui luttent en s'auto-définissant comme tel-le-s. Le NPA se prive ainsi d'entendre la parole des personnes concernées au profit d'une attitude paternaliste contradictoire avec notre objectif de l'auto-organisation, qui à nos yeux n'admet pas d'exception. C'est pourquoi nous nous sommes abstenue-s sur la résolution globale. Nous regrettons d'ailleurs que le boycott du vote par les cama-

rades d'A&R et du CCR ait sans doute contribué à faire passer cette position qui nous met en porte-à-faux avec tout un pan du féminisme radical au moment où il connaît une réelle dynamique, notamment

chez les jeunes.

Cependant, nous nous réjouissons que le NPA puisse assumer désormais des positions qui l'identifient dans les débats féministes. Ici comme ailleurs, le combat conti-

nue, dedans comme dehors...

Tendance Claire,

le 15 avril 2014

CPN DES 5 ET 6 AVRIL

## Après les municipales et le 12 avril, une seule politique : stoppons ce gouvernement PS-MEDEF



*Résolution politique alternative présentée par le courant Anticapitalisme et Révolution, le CCR et la Tendance CLAIRE.*

Loin des promesses du gouvernement, ce début d'année 2014 est marqué par la poursuite de la crise et même l'accélération des destructions d'emplois avec 32 000 chômeurs en plus rien qu'en février.

La défaite du PS et du municipalisme socialiste n'est nullement la défaite du mouvement ouvrier et de notre camp social mais la défaite d'un gouvernement dit de gauche qui fait une politique au service du patronat et des plus riches.

Cette défaite n'est donc pas une surprise mais elle est amplement

méritée au regard des coups assésés sur la tête des travailleurs afin de servir au mieux les intérêts du Medef.

A plus petite échelle, le PCF est lui-même sanctionné par sa politique d'alliance avec le PS et pour sa propre gestion municipale. Il perd ainsi près d'un tiers de ses villes de plus de 10 000 habitants. Tout en étant moins concerné par ces enjeux d'appareil, le PG se situe dans le cadre de cette soumission à la gauche de gouvernement en voulant faire des municipales un point d'appui pour sa politique de construction d'une nouvelle majorité avec EELV.

C'est par ce prisme qu'il faut comprendre le fort taux d'absten-

tion notamment des classes populaires qui ne voient plus l'intérêt, et on les comprend, d'aller voter pour la gauche gouvernementale qui ne défend en rien ses intérêts.

Le corollaire en quelque sorte de ce dégoût c'est un FN qui augmente en voix et en nombre de villes gérées. L'influence du FN dans les milieux populaires et ouvriers, faute d'alternative ou parce que certains sont sensibles à ses discours, ne peut qu'en sortir grandie et contribue à donner confiance aux groupuscules fascisants.

Le FN est désormais face à de nouvelles contradictions. Son discours antisystème, est confronté aux contraintes de la crise et à la volonté de « normaliser » son pro-

fil en apparaissant comme de bons gestionnaires. De plus, le manque de contrôle du FN sur son propre personnel politique laisse ouvertes toutes sortes de dérapages comme le passé l'a déjà montré. Cette institutionnalisation du FN pourra nous permettre de démontrer son caractère anti ouvrier et s'intègre dans les jeux politiques du régime.

Pour autant, ces scores et l'absence montrent incontestablement la perte de repère de classe dans les milieux populaires et la difficulté de la gauche radicale de capter et d'organiser le mécontentement.

---

### **1. Une mobilisation de l'organisation qui n'a pas été à la hauteur des enjeux et un manque de politique nationale du NPA.**

---

Dans ce contexte, il était décisif pour les anticapitalistes et les révolutionnaires d'être présents dans ces élections. Pour lutter contre la résignation et face à ce dégoût du gouvernement et de la classe politique en général, il était important de proposer des perspectives. En mettant en avant les mobilisations existantes, il était important de montrer les possibilités de stopper ce gouvernement au service des patrons par une unification des luttes, un « tous ensemble » qui permettrait de s'affronter au pouvoir. Face à l'audience accrue du FN perçu comme un parti antisystème, l'enjeu est d'expliquer que ce parti est profondément du côté du capitalisme, xénophobe, raciste et anti ouvrier.

Le bilan que nous devons porter collectivement est que la mobilisation de l'organisation pour constituer des listes a été bien en deçà des nécessités. Toutes tendances confondues, nous avons bien souvent sous-estimé nos forces et les possibilités militantes que nous offrait cette campagne.

Prenant prétexte de la faiblesse du NPA, le CPN de juillet a donné comme cadre aux militants de l'organisation de chercher en priorité à constituer des listes unitaires, celles du NPA étant par défaut. Il s'agissait « *d'être à l'initiative vis-à-vis de groupes locaux tant du PC que du PG, vis-à-vis des militants de ces partis pour leur proposer une politique clairement en rupture avec les politiques d'austérité, nationale comme locales et avec les partis gouvernementaux qui les mettent en œuvre* », tout en rejetant la possibilité d'un accord national avec le Front de gauche et ses composantes.

La conséquence a été soit une faible mobilisation des militants autour de la constitution des listes ou alors une mobilisation bien trop tardive et donc un faible nombre de listes, soit des accords unitaires à géométrie variable qui ont rendu difficile la lisibilité du NPA lors de ces élections. En octobre, la décision a même été de laisser ouverte la possibilité d'être sur des listes unitaires qui fusionneraient au 2ème tour avec la liste PS tout en nous retirant de la liste fusionnée a encore augmenté le manque de lisibilité.

Cette politique a empêché toute orientation nationale qui aurait permis de nous identifier sur un profil clairement contre le gouvernement et ses attaques, pour l'unification des luttes et pour des mesures anticapitalistes qui posent la question de la prise en main par les travailleurs et la jeunesse de leurs affaires. C'est autour de ce centre de gravité qu'aurait dû s'articuler la campagne du NPA.

Au final, le NPA s'est présenté sur 87 listes dont 29 NPA et a obtenu un faible nombre d'élus.

Bien sûr, le problème n'était pas de constituer des listes avec d'autres. Mais alors que le gouvernement PS dirige au service du

patronat, celles-ci auraient dû être axées sur la nécessité de stopper ce gouvernement PS-Medef par un mouvement d'ensemble allant jusqu'à la grève générale. C'est dans ce cadre qu'auraient pris sens des déclinaisons locales qu'il s'agisse de la gestion des municipalités, de la précarité des emplois municipaux, des rythmes scolaires en passant par la question de la réquisition des logements par exemple.

---

### **2. Une campagne positive là où elle a été menée**

---

Malgré le faible nombre de listes, la campagne a été largement positive là où elle a été menée. Trouver des centaines de noms pour boucler nos listes a obligé les équipes des villes à se tourner vers l'extérieur et a permis de mesurer notre écho et notre popularité tout en renouvelant notre réseau de sympathisants.

Ce travail de fourmi cumulé à des réunions publiques, des marchés, du porte-à-porte a donné de nouvelles possibilités d'implantation.

Bien sûr, en termes de scores, l'hétérogénéité domine : des 15,10% de Saint-Etienne-du-Rouvray aux 0,95 dans un arrondissement de Paris dans des contextes différents.

Le résultat est néanmoins positif : A Paris, ce sont aussi 7 listes et 250 candidatEs. A Nanterre, ce sont 65 personnes en meeting de fin de campagne, qui se sont regroupées sur des listes anticapitalistes.

A Agen, Lille, Bordeaux, Rouen, Wattrelos, Saint-Ouen, Blois, Montpellier, ce sont autant de listes qui nous ont obligés à organiser des réunions, à mettre en débat nos propositions et notre orientation contre la politique du gouvernement PS-MEDEF. Pourtant, ce n'était pas forcément une habitude de faire du porte-à-porte, de démarcher dans les immeubles comme nous avons démarché les

maires dans les villages. C'est du côté de ce volontarisme-là qu'il faut se tourner. Il faut capitaliser cet acquis en proposant directement des activités, des réunions à tous ceux qui ont participé à nos listes ou se sont rendus dans nos meetings.

### 3. Quelles perspectives après les élections municipales ?

Face au désaveu exprimé, Hollande répond qu'il va poursuivre la même politique et même l'aggraver en nommant Valls, le ministre le plus raciste et répressif, premier ministre. Pour nous, ce sont autant de raisons d'exprimer l'idée que nous ne pouvons compter que sur nos propres forces pour inverser la tendance. Plus que jamais, c'est la question d'un rapport de force et d'un affrontement avec le gouvernement. Notre parti doit se mettre en ordre de bataille.

Le 12 avril peut être une première occasion dans la rue de populariser l'idée d'un mouvement d'ensemble nécessaire pour infliger la seule claqué qui compte au gouvernement, à la droite et à l'extrême-droite. Nous avons eu raison de prendre l'initiative d'une telle manifestation. Aujourd'hui le Front de Gauche, loin de la préoccupation de constituer un rapport de forces face au gouvernement sur le terrain des luttes, voudrait se servir de cette échéance pour commencer à préparer les élections eu-

ropéennes. C'est le sens du dernier paragraphe de l'appel unitaire pour une alternative politique, sociale. En d'autres termes, la tentative de constitution d'un cadre pérenne avec le FdG sur un terrain institutionnel.

Au contraire pour le NPA, cette manifestation doit être une première étape pour préparer l'affrontement nécessaire avec le patronat et le gouvernement.

Pour cela, il faut que les salariés et les militants qui veulent préparer cet affrontement se regroupent dans un « pôle des travailleurs en lutte ». Ce pôle s'adresse entre autre aux salariés victimes de PSE qui continuent à se multiplier. Un tel cortège mettrait en avant des revendications communes au monde du travail, comme l'interdiction des licenciements, l'embauche de tous les précaires, l'augmentation des salaires de 300 euros nets, la régularisation de tous les sans-papiers et l'abandon du pacte de responsabilité. L'appel des postières et postiers du 92 peut permettre ce test à une échelle assez large. Proposer des appels unitaires locaux s'appuyant sur les secteurs mobilisés, ou l'ayant été, est la seule manière de faire véritablement de cette journée un point d'appui pour les mobilisations en cours et de pouvoir espérer lui donner des perspectives sur le terrain de la lutte des classe, et non dans les seules échéances électorales.

Les militants du NPA devraient

pousser pour que les structures syndicales (sections locales, UD...) adoptent des appels à cette manifestation pour faire barrage au pacte de responsabilité. C'est aussi l'occasion de tenter de créer des liens entre les équipes syndicales combattives.

Dès maintenant, nous cherchons à faire émerger une nouvelle journée de grève interprofessionnelle avant l'adoption du Pacte de Responsabilité en menant la discussion dans les syndicats et en prenant des initiatives en tant que NPA.

En même temps, en opposition au regroupement des réformistes dans le FdG, nous défendons la ligne de l'unité des anticapitalistes et des révolutionnaires en nous adressons en premier lieu à LO et aux militantEs lutte de classe.

Nous proposons de défendre ensemble un programme de revendications d'urgence et de mesures anticapitalistes, l'expropriation des banques et des grandes entreprises qui licencient, et l'objectif que les travailleurs prennent en main eux-mêmes le contrôle de la société.

Dans l'immédiat, nous leur proposons de prendre des initiatives communes dans le sens de la convergence des luttes et de combat contre le gouvernement et le patronat.

**Anticapitalisme et Révolution, CCR,  
Tendance CLAIRE,**

le 15 avril 2014



CPN DES 5 ET 6 AVRIL

# Contre l'Union européenne, Contre le gouvernement des riches et des patrons, Rupture anticapitaliste !



---

## La construction européenne : une « œuvre » réactionnaire qu'il nous faudra démanteler

---

Depuis 1957 et le traité de Rome, la construction européenne est une stratégie des bourgeoisies nationales pour peser davantage dans la concurrence mondiale : elles ont en effet besoin de nouer des alliances entre elles pour peser face aux bourgeoisies les plus puissantes. La CEE, puis l'UE, ont été construites sur les bases de la concurrence libre et non faussée, le libre échange, la liberté de circulation des capitaux, qui visent à mettre les travailleurs/ses en concurrence pour comprimer

les salaires. Le fait que le prolétariat n'est pas organisé au niveau européen mais au niveau national facilite les attaques des bourgeoisies coordonnées à l'échelle européenne. L'UE pèse donc négativement dans le rapport de force : ses mécanismes et institutions facilitent, voire automatisent, la mise en place de politiques anti-ouvrières tant qu'on se situe dans son cadre.

Derrière les discours fumeux sur la paix et l'amitié entre les peuples (d'autant plus hypocrites que les premières mesures sont contemporaines de la guerre d'Algérie et que les suivantes le sont de multiples interventions françaises, britanniques, etc., dans les pays do-

minés), l'UE est en réalité un cadre facilitant l'exploitation de la force de travail par les bourgeoisies européennes.

**L'Union monétaire (décidée avec l'adoption du traité de Maastricht en 1992), avec la mise en place de l'euro et de la Banque centrale européenne, constitue un saut qualitatif.** Une monnaie unique pour des pays qui ont des niveaux de productivité différents, et en l'absence de transferts budgétaires, est un dispositif qui oblige les pays les plus faibles à baisser leurs salaires ; et ceux qui ne le font pas accumulent alors les déficits, retardant le moment de l'ajustement qui n'en sera alors que plus brutal. Si l'euro favorise les

bourgeoisies les plus puissantes, les autres y trouvent également leur compte, profitant d'une pression compétitive constante pour faire passer des contre-réformes dans leur propre pays.

Enfin, suite à l'éclatement de la crise en 2008, deux nouveaux traités (qui n'en font en réalité qu'un seul) complètent aujourd'hui l'édifice en liquidant la souveraineté budgétaire nationale : le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination, et la gouvernance dans l'UE) impose la « vertu » budgétaire (la fameuse « règle d'or ») aux États avec un système de sanctions automatiques pour les « mauvais élèves ». Le MES (mécanisme européen de solidarité) permet l'octroi de prêts aux pays en difficulté à condition qu'ils se conforment au TSCG.

---

**Notre profil politique :  
partir du rejet populaire  
croissant de l'Union  
européenne pour  
populariser une alternative  
socialiste et  
internationaliste à l'UE**

---

Le rapport à l'UE n'a jamais été aussi clivant socialement, et les catégories populaires (ouvriers et employés) n'ont jamais été autant hostiles à l'UE qu'aujourd'hui. De larges couches de travailleurs et de jeunes sont critiques ou franchement hostiles vis-à-vis de l'UE non pas par chauvinisme mais parce qu'ils perçoivent que l'UE et ses différentes composantes coordonnent et participent au démantèlement des services publics et des acquis sociaux. L'euro est identifié à la dégradation du pouvoir d'achat. Un cap dans cette compréhension a été franchi en 2005 avec la victoire du « non » au référendum contre le TCE. Puis, avec la crise débutée en 2008, la nature de l'UE est apparue au grand jour, à la lumière des plans d'austérité que

ses institutions ont promus ou imposés aux différents peuples d'Europe. Selon une récente enquête, une majorité d'ouvriers est désormais pour la « sortie de l'euro ». Aujourd'hui, cette hostilité croissante à l'UE est capitalisée par le FN qui réussit à se présenter comme la seule force hostile à l'UE.

Dans cette campagne, il y a donc un enjeu décisif à ce que le NPA dénonce centralement à la fois le gouvernement et l'UE, et démontre qu'on peut la combattre d'un point de vue classiste et internationaliste. Nous ne devons pas expliquer aux catégories populaires qu'elles ont tort de vouloir « sortir » de cette Union européenne, mais nous devons au contraire nous appuyer sur cette hostilité pour défendre clairement un projet de rupture avec le système capitaliste, en expliquant pourquoi cela inclut la rupture anticapitaliste avec l'UE. Notre critique de l'UE n'alimente pas le chauvinisme : c'est une critique de classe, non une critique du point de vue de prétendus intérêts nationaux. A l'inverse, en refusant de tirer toutes les conséquences de notre analyse, nous abandonnerions à l'extrême droite la critique radicale de l'UE et risquerions de pousser malgré nous vers l'extrême droite les travailleurs et les jeunes qui se politisent au travers de cette question.

Notre profil politique sera donc le suivant :

**Contre l'Europe de l'austérité promue par l'UMP et le PS :** Hollande a entériné le TSCG et la règle d'or de l'austérité, négociée par Sarkozy avec Angela Merkel. PS et UMP ont soutenu les plans d'austérité monstrueux imposés aux peuples de l'Europe du Sud, notamment au peuple grec. Ils défendent la même politique économique : restaurer la compétitivité des capitalistes français en

baissant leurs impôts et les cotisations patronales, en cassant les services publics et le code du travail.

**Contre la « solution » nationaliste et capitaliste du FN, mais sans abandonner la critique radicale de l'UE à l'extrême-droite :** nous ne combattons pas le projet du FN du même point de vue que l'UMP et le PS. Nous combattons le FN sur deux plans :

- son projet xénophobe oppose les travailleurs/ses étranger-ère-s et français-es pour le plus grand profit des patrons français ;
- son projet anti-UE s'inscrit dans le cadre d'un capitalisme national qui n'apporte aucune issue favorable à la crise pour les travailleurs/ses : toute sortie de crise, dans le cadre du capitalisme, ne peut se faire qu'au détriment des travailleurs/ses/ses, qui devront subir le chômage de masse et la baisse des salaires. Le keynésianisme réactionnaire et nationaliste du FN, s'il s'oppose effectivement aux choix des grands capitalistes de l'UE, est une impasse pour les travailleurs/ses. D'ailleurs, il faut souligner que le FN modère son discours sur l'UE (en se disant maintenant pour une sortie concertée et négociée de l'euro) à mesure qu'il essaie de se dédramatiser pour la bourgeoisie.

**Pour une Europe socialiste des travailleurs/ses, qui implique de rompre avec l'ensemble des institutions capitalistes, nationales et européennes.**

---

**Une perspective : une Europe socialiste des travailleurs/ses Un moyen : des gouvernements des travailleurs/ses qui rompent avec l'UE et se coordonnent**

---

Les travailleurs/ses européenne-s ont les mêmes intérêts de classe par delà les frontières nationales. C'est pourquoi nous cherchons à mener une campagne anticapitaliste à l'échelle de l'Europe avec les organisations qui se revendiquent de l'anticapitalisme et du pouvoir des travailleurs/ses. Nous nous appuyons sur les mobilisations massives en Europe du Sud ou dans les Balkans pour défendre la nécessité d'en finir, à l'échelle de l'Europe et du monde, avec le système capitaliste.

***Nos réponses à la crise sont incompatibles avec l'UE***

Nous défendons un **programme de transition anticapitaliste** qui met en avant les mots d'ordre suivants :

- hausse générale des salaires de 300 €, salaire minimum européen !
- ouverture des frontières contre l'Europe forteresse !
- avortement libre et gratuit !
- interdiction des licenciements !
- annulation de la dette publique !
- arrêt du nucléaire !

Nous les articulons avec les moyens suivants pour pouvoir les réaliser :

- L'expropriation des grands groupes capitalistes, à commencer par ceux du CAC 40 : ce serait non seulement une mesure anticapitaliste, mais aussi profondément internationaliste. En effet, ces entreprises font la majorité de leurs profits hors de France. Non seulement on ferait des monopoles publics, mais on renoncerait à la propriété des filiales françaises à l'étranger : on appellerait les

travailleurs/ses de ces pays à se les réapproprier, en poussant ainsi concrètement à l'extension du processus révolutionnaire.

- La création d'une banque publique unique et d'une nouvelle monnaie inconvertible et inutilisable sur les marchés internationaux pour empêcher la fuite des capitaux.
- Le monopole du commerce extérieur, c'est-à-dire le contrôle par les travailleurs/ses des échanges avec les pays capitalistes, car il faudra refuser de se soumettre aux lois de la concurrence capitaliste.

Un gouvernement qui voudrait en finir avec le capitalisme ou même simplement avec l'austérité se heurterait immédiatement aux dispositions des traités et n'aurait à court terme que deux choix : rester dans le cadre de l'UE et de la BCE et renoncer à sa politique, ou rompre. Ainsi la rupture avec l'UE et avec l'Euro est une condition non suffisante mais néanmoins nécessaire de toute politique alternative. Un tel gouvernement ne pourrait voir le jour que si des luttes puissantes se développent et posent la question du pouvoir.

Nous ne pouvons pas ou ne pouvons plus botter le problème en touche en liant la réalisation de notre programme à l'avènement d'une « autre Europe ». Dans l'absolu, il est hautement improbable que le développement d'un processus révolutionnaire en Europe soit synchronisé au point qu'il aboutisse à une rupture simultanée ou quasi-simultanée dans plusieurs pays. Et, à l'heure actuelle, c'est bien le développement inégal des résistances qui prévaut, entre pays du centre et de la périphérie mais aussi au sein même de l'Europe du Sud. Mais surtout, la quasi-disparition du mouvement altermondialiste européen et de ses ma-

nifestations de masse font que cette perspective est malheureusement plus lointaine que jamais et complètement abstraite pour ceux et celles à qui nous nous adressons.

Il nous faut donc assumer l'incompatibilité manifeste entre notre programme et l'appartenance à l'UE, sous peine de renvoyer sa réalisation aux calendes grecques ou d'apparaître comme des défenseurs en dernier ressort de la construction européenne réellement existante.

Là encore il n'y a aucune convergence avec les nationalistes et les chauvins : nous sommes pour la rupture avec l'UE et la BCE parce que nous sommes pour en finir avec l'austérité, exproprier les banques, socialiser les grandes entreprises et pas parce que nous voulons protéger des fractions du capital national des effets du libre-échange.

***Notre rupture avec l'Union Européenne est internationaliste.***

Nous ne croyons pas au socialisme dans un seul pays et l'Europe des travailleurs, quel que soit le nom qu'on lui donne, demeure notre horizon stratégique. Mais l'avènement de notre Europe passe nécessairement par le démantèlement de la leur.

C'est aussi la déclinaison de notre solidarité avec les travailleurs du Sud de l'Europe et de notre combat contre notre propre impérialisme : nous voulons mettre à bas les mécanismes et les institutions qui ont permis la saignée à blanc des peuples grecs, chypriotes ou portugais pour sauver les banques françaises et allemandes.

Face aux partis qui dépeignent la construction européenne comme intrinsèquement progressiste, nous devons insister sur le fait que

l'UE a été un puissant générateur de xénophobie par ses mécanismes de mise en concurrence directe des travailleurs des différents pays membres, par la création de sous-catégories de citoyens européens (le « régime transitoire » pour les ressortissants roumains jusqu'au 31/12/2013 et aujourd'hui pour les ressortissants croates). L'Europe forteresse de Schengen, responsable chaque année de la mort de plusieurs centaines de migrants à Lampedusa et ailleurs, est la négation de l'internationalisme.

A l'heure où les peuples d'Europe sont tous confrontés à des plans d'austérité dans lesquels l'UE et la BCE prennent une part plus ou moins importante, la rupture avec l'UE associée à la dénoncia-

tion de l'austérité et des gouvernements qui l'appliquent peut servir de mot d'ordre qui unifie à l'échelle européenne les différentes résistances. Il est d'ailleurs paradoxal que, alors que la crise du capitalisme a pris une dimension européenne spécifique ces dernières années, les échanges entre les organisations de la gauche anticapitaliste européenne se soient interrompus. Le NPA devrait prendre sans tarder l'initiative d'appeler à une réunion, dans la perspective des élections européennes et au-delà.

Enfin, la mise en avant d'une rupture anticapitaliste avec l'Union Européenne est aussi une façon de poser la question du pouvoir. Nous mettons en avant le fait que

l'UE est une construction volontaire des gouvernants des Etats membres pour tenter de satisfaire les besoins de leurs capitalistes. Le mot d'ordre de rupture anticapitaliste avec l'UE est donc un outil pour désigner un chemin nécessaire : celui de rompre avec les institutions capitalistes à tous les niveaux et de coordonner les résistances à l'échelle continentale.

Nous proposons donc que la campagne du NPA aux élections européennes s'articule autour du mot d'ordre : « Contre l'Union européenne, contre le gouvernement des riches et des patrons, rupture anticapitaliste ! »

**Antoine, Florine, Julien Pacontan,  
Ludovic, Sylvain,**  
le 15 avril 2014

---

## CONTRE LEUR MONDIALISATION

# Traité transatlantique : des négociations secrètes pour mettre les travailleurs devant le fait accompli



En juin 2013, le Conseil européen a adopté le mandat de l'UE pour les négociations du grand marché transatlantique. Les gouvernements ont décidé de le garder secret, du moins pour la population. Officiellement, le gouvernement français aimerait beaucoup le rendre public, mais ce seraient les « méchants » allemands, danois, et hollandais qui ne voudraient pas. Du coup, silence dans les rangs ! L'UE est un bel instrument pour procéder dans le dos des peuples. Ni démocratique, ni dictatoriale, mais « post-démocratique ».

Depuis juillet dernier, la Commission européenne, au nom de l'UE, négocie avec le gouvernement états-unien dans la plus grande opacité. Pour le vernis démocratique, elle a consulté les ONG et les syndicats. Pour les choses sérieuses, elle se concerta régulièrement avec les grands groupes capitalistes européens afin de défendre au mieux leurs intérêts.

La raison principale du secret est simple : il faut endormir la population, éviter qu'elle ne s'y oppose bruyamment et fasse capoter les discussions. Les bourgeoisies ont encore en tête l'échec de l'AMI (accord multilatéral sur l'investissement), négocié secrètement entre 1995 et 1997 par les 29 États membres de l'OCDE. Son exposition avait soulevé l'indignation et il avait été abandonné. Susan George avait alors résumé : « *l'AMI est comme Dracula : il meurt à être exposé en plein jour* ».

C'est donc seulement une fois

l'accord trouvé que le contenu du mandat devait être dévoilé, avant que les parlements (européens et nationaux) adoptent « démocratiquement » le traité. Heureusement, le mandat a pu être dévoilé<sup>1</sup> et nous savons désormais que le pire se négocie dans les salons de Bruxelles et de Washington. Depuis 8 mois, quatre cycles de discussions ont eu lieu, le dernier à la mi mars. Les discussions se déroulent à huis clos, et rien ne filtre mis à part des discours de communicants qui ne nous apprennent rien de concret. Les discussions reprendront à l'automne, nos chers dirigeants ayant décidé de ne pas « polluer » les élections européennes avec des débats qui ne sont pas censés intéresser le bas peuple.

### Diplomatie secrète versus contrôle de la population

La Commission européenne théorise la nécessité du secret dans les négociations commerciales. Dans son « Guide pour la transparence » dans la politique commerciale, elle dit : « *Pour que des négociations commerciales fonctionnent et réussissent, un certain niveau de confidentialité est nécessaire, sinon ce serait comme montrer ses propres cartes à l'autre joueur dans un jeu* ». Les textes discutés doivent être secrets « pour protéger les intérêts de l'UE » et pour garantir un « climat de confiance ». Les capitalistes doivent ainsi pouvoir s'arranger entre eux sans que les peuples aient leur mot à dire.

Dans un courrier du 25 mars dernier, la vice-ministre polonaise de l'Économie va jusqu'à écrire : « *En accord avec les pratiques de l'Union européenne, le texte du traité sera rendu public seulement au dernier stade de la négociation, après que le document ait été signé par les deux parties* ».

Wikileaks a percé le mur des secrets bien gardés de la bourgeoisie, s'attirant les foudres des gouvernements « démocratiques ». Avant cette association, le gouvernement révolutionnaire de Russie avait rompu immédiatement avec les mœurs de la bourgeoisie. Le décret sur la paix<sup>2</sup> de 1917 abolissait la diplomatie secrète, et Trotsky (alors commissaire du peuple aux affaires étrangères) avait rendu public les traités secrets entre grandes puissances. Il souligna que « *la diplomatie secrète est un outil nécessaire pour la minorité possédante qui est obligée de tromper la majorité afin de la soumettre à ses intérêts* »<sup>3</sup>.

L'abolition de la diplomatie secrète était une revendication du Programme de Transition<sup>4</sup>, adoptée par la conférence de fondation de la IVème Internationale en 1938. Elle est plus actuelle que jamais. L'opacité des discussions entre bourgeoisies est consubstantielle au capitalisme. Nous ne pourrions y mettre fin qu'en construisant une société fondée sur le contrôle de la majorité de la population (les travailleurs) sur son propre destin.

Gaston Lefranc,  
le 3 avril 2014

1. cf. <http://www.jennar.fr/?p=3143>

2. cf. <http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/10/2-co-so/vil19171025-02.htm>

3. cf. [http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com\\_content&view=article&Itemid=53&id=1886](http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com_content&view=article&Itemid=53&id=1886)

4. cf. <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran.htm>



## CONTRE LEUR MONDIALISATION

# Pour la rupture anticapitaliste avec l'Union européenne !

*Le prochain CPN devra décider du contenu de notre campagne pour les élections européennes. Un débat traverse les rangs tant de la gauche réformiste que de la gauche révolutionnaire : faut-il ou non rompre avec l'Union européenne ? Notre conviction est qu'en refusant de mettre en avant la nécessaire rupture anticapitaliste avec l'UE (sous prétexte que la question ne se pose pas ou que le simple fait de la poser ferait le jeu du FN), nous nous condamnons à l'incantation abstraite alors que les travailleurs/ses attendent légitimement qu'on leur propose une alternative concrète et qu'on n'esquive aucune question. Cette démission ouvre un boulevard à l'extrême droite qui parvient à incarner une certaine forme de radicalité alors que son programme est un concentré d'attaques anti-immigrés, anti-sociales et anti-démocratiques contre les travailleurs/ses et leurs organisations.*

*Dans cette contribution, nous poursuivons la discussion lancée au sein de la Commission Europe et nous voulons montrer notamment pourquoi la position défendue par Yvan dans son texte « Sortir de l'euro, refonder l'Europe ou la révolutionner ? »<sup>1</sup> est selon nous abstraite et donc erronée.*

*L'enjeu est important. Par exemple (parmi bien d'autres) : dans une interview de Philippe sur France Info le 17 janvier<sup>2</sup>, le journaliste pose la question suivante : « Si par hasard vous n'étiez pas suivi par d'autres pays européens, pourrait-*

*on imaginer une sortie de France de la zone euro ? », et Philippe répond : « Non, non, on n'est pas du tout pour cela ; on est pour une Europe sociale ». Ainsi, au lieu de porter un programme anticapitaliste concret, on botte en touche sur la question de l'euro et de l'UE ! Du coup, le programme anticapitaliste du NPA ne peut qu'apparaître comme une posture abstraite, une incantation, qui refuse de voir les obstacles réels dressés sur sa route et en l'occurrence de se prononcer sur l'une des questions centrales de la vie politique.*

## L'UE, l'euro, et les catégories populaires

Le rapport à l'UE n'a jamais été aussi clivant socialement, et les catégories populaires (ouvriers et employés) n'ont jamais été autant hostiles à l'UE qu'aujourd'hui. Selon la dernière enquête Ipsos de janvier<sup>3</sup>, 33% (+5% par rapport à 2012) des personnes interrogées sont pour une sortie de l'euro : 6% (-12%) des cadres supérieurs le sont et 52% (+8%) des ouvriers !

Cette hostilité à l'UE ne doit pas être vue avec effroi et horreur. Évidemment, cette hostilité peut faire le jeu de l'extrême droite et alimenter le nationalisme. Ce danger est réel. Mais l'extrême droite capitalisera d'autant plus si les forces d'extrême gauche font l'erreur d'associer hostilité à l'UE et FN. Nous ne devons pas expliquer aux catégories populaires qu'elles ont tort de vouloir « sortir » de cette Union

européenne, mais nous devons au contraire nous appuyer sur cette hostilité pour l'incarner dans un projet de rupture avec le système capitaliste, en expliquant pourquoi cela inclut la rupture avec l'UE capitaliste.

Cette hostilité à l'UE et à l'euro est en effet aujourd'hui captée par le FN, qui affiche un profil anti-UE et pour une sortie de l'euro. En réalité, le positionnement du FN est ambigu, pour une sortie concertée et négociée de l'euro (et non une rupture), mais à une échelle de masse (et en raison du traitement journalistique caricatural), il apparaît comme totalement opposé à l'UE. Avec ce discours anti-UE, le FN a bien compris qu'il pouvait élargir son audience dans le prolétariat en apparaissant à bon compte comme « anti-système ».

## Syriza et le positionnement à l'égard de l'UE et de l'euro

Cette hostilité grandissante à l'égard de l'UE, notamment dans les catégories populaires, est une tendance européenne, y compris en Grèce où les partisans de la sortie de l'euro représentent environ 40% de l'électorat (contre moins d'un quart il y a deux ou trois ans). Dans sa contribution sur la « sortie de l'euro », Yvan fait le lien entre le plus grand succès de Syriza par rapport à Antarsya à sa position sur l'UE et l'euro. C'est à notre avis une erreur d'interprétation : le succès de Syriza tient avant tout à sa promesse de rompre avec les politiques

1. cf. <http://npa2009.org/content/sortir-de-leuro-refonder-leurope-ou-la-revolutionner-y-lemaitre>

2. [http://www.dailymotion.com/video/xnukn8\\_interview-de-philippe-poutou-sur-france-info-le-17-01-2012\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xnukn8_interview-de-philippe-poutou-sur-france-info-le-17-01-2012_news)

3. [http://www.franceinter.fr/sites/default/files/2014/01/20/821768/Lfichiers/Barom%C3%A8tre%20nouvelles%](http://www.franceinter.fr/sites/default/files/2014/01/20/821768/Lfichiers/Barom%C3%A8tre%20nouvelles%20fractures_2014%20vDEF.pdf)

d'austérité et à sa relative crédibilité qui repose sur le fait que Syriza n'a pas encore géré les affaires de la bourgeoisie. Et nous sommes en complet désaccord avec l'appréciation d'Yvan sur la caractérisation du positionnement de Syriza sur l'UE ; pour Yvan, la position de Syriza est « plus avancée » que celle d'Antarsya, car Syriza, en refusant d'envisager la rupture avec l'UE/l'euro, serait plus internationaliste.

En réalité, ce positionnement révèle le refus de Syriza de se donner les moyens de rompre avec l'austérité. Après avoir longtemps utilisé un slogan ambigu (« pas un seul sacrifice pour l'euro »... qui pouvait laisser entendre qu'il était pour rompre avec l'euro si nécessaire... mais tout en refusant de le dire clairement comme si la rupture avec l'UE était une option parmi d'autres), Tsipras dit maintenant clairement qu'il n'est pas question de rompre avec l'UE : il acte donc dès aujourd'hui sa capitulation et son renoncement à réaliser ses promesses. C'est tout sauf un hasard si le clivage au sein de Syriza se fait sur la question européenne, et il n'oppose pas les gentils internationalistes aux méchants souverainistes. Il oppose ceux qui veulent avant tout donner des gages à la bourgeoisie, autour de Tsipras, et ceux qui veulent rester fidèles au programme de Syriza, autour de la gauche de Syriza, notamment les différents courants trotskystes en son sein : le positionnement à l'égard de l'UE en découle logiquement !

---

### **Le Front de gauche et l'Union européenne**

---

Pendant longtemps, les différentes composantes du Front de gauche ont refusé d'envisager une rupture quelconque avec l'Union

européenne. Il s'agissait de réformer l'UE, de changer les traités, de changer les statuts de la BCE (pour permettre une politique monétaire plus expansionniste préférant l'emploi à l'inflation), de démocratiser les institutions européennes. En un mot, peser à l'intérieur de l'UE afin de construire une prétendue « Europe sociale ».

Il y a une contradiction flagrante entre défendre un programme anti-austérité et refuser de rompre avec l'UE. En effet, un gouvernement anti-austérité au sein de l'UE se condamnerait à capituler d'entrée de jeu : impossible de mener une politique anti-austérité si on ne contrôle pas sa monnaie, si on ne peut rien faire contre la liberté de circulation des capitaux et des marchandises, et si, de façon générale, on reste dans les clous de Maastricht et Lisbonne. Dans un contexte de crise de rentabilité du capital (crise de suraccumulation), l'alternative keynésienne ou antilibérale est une impasse, mais cette impasse est d'autant plus criante quand on refuse de rompre avec l'UE.

Si le PC n'évolue pas d'un pouce sur la question européenne, les dirigeants du PG perçoivent bien le déficit de crédibilité lié à leur positionnement sur l'Europe. Pendant longtemps, Mélenchon a expliqué qu'une fois élu, il ferait plier tous les dirigeants européens (Merkel en premier) et que les institutions européennes seraient mises au service de la « révolution citoyenne ». Il a bien compris que cette posture était grotesque et, en politicien avisé, il a infléchi son discours. Dans l'émission « On n'est pas couché » du samedi 1er février, Mélenchon a envisagé l'hypothèse où il ne parviendrait pas à imposer ses vues à Merkel, et il a précisé qu'il convoquerait dans ce cas

un référendum pour rompre avec l'euro et se donner des marges de manœuvre pour appliquer sa politique. Cette sortie de Mélenchon faisait suite à des « confidences » de Jacques Généreux (un économiste très proche de Mélenchon) à Marianne, où il racontait que dès la campagne 2012, le PG avait poussé, au sein du Front de gauche, pour une sortie de l'euro, mais qu'il y avait eu un veto du PCF qui ne voulait pas en entendre parler, non bien sûr par « internationalisme », mais... pour ne pas rompre les ponts avec le PS.

Cela faisait un moment que des militants à la base poussaient pour une clarification du Parti de gauche sur la question de l'UE et de l'euro. Un livre d'Aurélien Bernier (« La gauche radicale et ses tabous »), un groupe intitulé « gauche d'opposition » (<http://www.gaucheopposition.fr/>) vont aussi dans ce sens. Et dans sa résolution du 16 février<sup>4</sup>, la direction du Parti de Gauche se positionne « pour la rupture avec l'actuelle UE », et affirme que « ces ruptures sont possibles en France immédiatement, en désobéissant, sans attendre l'illusoire Europe sociale à laquelle plus personne ne croit ». C'est une inflexion nette, qui vise à sortir le Front de gauche de ce qui, même dans une logique keynésienne, apparaît aux anti-libéraux les plus sérieux comme une impasse stratégique.

---

### **Quelle analyse de l'Union européenne capitaliste ?**

---

Nous avons un gros désaccord avec Yvan, quand il se dit d'accord avec la position de LO de 1992 selon laquelle « l'Europe bourgeoise qui se dessine n'est en elle-même ni un bien ni un mal pour les travailleurs ». Logiquement, LO avait alors appelé à l'abstention en 1992 lors du

4. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=7410>

référendum sur le traité de Maastricht, estimant que le rôle des révolutionnaires n'était pas de combattre cette Europe (soit dit en passant, l'écart de 540 000 voix entre le « Oui » et le « Non » était inférieur au nombre de suffrages – 600 000 – d'Arlette Laguiller en 1988...)

Or, nous pensons au contraire que la construction européenne capitaliste, depuis 1957 et le traité de Rome, est une stratégie des bourgeoisies nationales à la fois pour peser davantage dans la concurrence mondiale et pour disposer d'armes juridiques et politiques contre les travailleurs d'Europe. La CEE, puis l'UE, ont été construites sur les bases de la concurrence libre et non faussée, le libre échange, la liberté de circulation des capitaux, qui visent à mettre les travailleurs en concurrence pour comprimer les salaires. Les bourgeoisies européennes ont très bien compris l'utilité de mettre en place ces institutions supranationales pour imposer avec plus de facilité des attaques contre les travailleurs.

Derrière les discours fumeux sur la paix et l'amitié entre les peuples (d'autant plus hypocrites les premières mesures sont contemporaines de la guerre d'Algérie et que les suivantes le sont de multiples interventions françaises, britanniques, etc., dans les pays dominés), la vraie raison d'être de l'UE est la mise en place d'un cadre facilitant l'exploitation de la force de travail par les bourgeoisies européennes :

– **Le traité de Rome en 1957** a permis la création d'une zone de libre échange, en levant les restrictions à la libre circulation des marchandises à l'intérieur de la communauté européenne (réduite alors à l'Allemagne, la France, l'Italie et les pays du Benelux). Puis, avec la signature de l'Acte unique (1986), les gouvernements européens ont levé

toutes les entraves à la libre circulation des capitaux. Ces processus ont mis en concurrence directe les travailleurs des différents pays.

– La mise en place puis le renforcement des institutions européennes ont aidé les différents gouvernements à mettre en place des contre-réformes au nom de l'« idéal européen » (utopie de substitution pour intellectuels déboussolés), en se mettant d'accord ensemble lors de sommets européens, les parlements nationaux se contentant ensuite de traduire dans les législations nationales les différentes décisions. Ce nouveau dispositif institutionnel, complexe obscur, et échappant à tout contrôle, est un recul démocratique par rapport aux principes mêmes de la démocratie bourgeoise. En s'émancipant de ces règles trop encombrantes, et compte tenu du fait que le prolétariat n'est pas organisé au niveau européen, les bourgeoisies sont parvenues à anesthésier la démocratie sans provoquer de révolte populaire.

– **Le traité de Maastricht (1992)**, qui a donné le coup d'envoi de l'Union monétaire, a dépossédé les États de leur souveraineté monétaire et permis aux pays les plus compétitifs (en premier lieu l'Allemagne) d'accumuler les excédents commerciaux pendant que les pays de l'Europe du sud (qui ne pouvaient plus dévaluer leur monnaie) accumulaient les déficits. Dans le cadre de l'euro, la seule variable d'ajustement est le salaire ; l'utopie réactionnaire de la concurrence libre et non faussée prenait pleinement forme. Alain Madelin a très bien résumé l'intérêt du traité de Maastricht pour la bourgeoisie : « *Le*

*traité de Maastricht agit comme une assurance-vie contre le retour à l'expérience socialiste pure et dure* » (Alain Madelin à Chalon-sur-Saône, 4.9.92). L'intérêt de la construction européenne réside ainsi dans la réduction de la capacité des masses à pouvoir influencer sur le cours des choses.

– Enfin, deux nouveaux traités (qui n'en font en réalité qu'un seul) complètent aujourd'hui l'édifice en liquidant la souveraineté budgétaire nationale : le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination, et la gouvernance dans l'UE) impose la « vertu » budgétaire (la fameuse « règle d'or ») aux États avec un système de sanctions automatiques pour les mauvais élèves. Le MES (mécanisme européen de solidarité) permet l'octroi de prêts aux pays en difficulté à condition qu'ils se conforment au TSCG.

Le tour de force de la bourgeoisie a été de faire passer tous les opposants à sa construction européenne pour des affreux nationalistes d'extrême droite, culpabilisant les travailleur-se-s de plus en plus hostiles à cette Europe. Et en érigeant le FN comme seul représentant de l'opposition à l'UE, la bourgeoisie a alimenté le vote frontiste.

Si l'Europe est un formidable levier pour le grand capital, c'est d'une part parce que les bourgeoisies nationales ont besoin de nouer des alliances entre elles dans le cadre de la concurrence mondiale. D'autre part, le prolétariat n'est pas organisé au niveau européen, mais au niveau national. C'est pour cela que les capitalistes voient l'intérêt de se coordonner à l'échelle européenne pour mieux détruire nos acquis. L'UE offre un ensemble de mécanismes politiques et juridiques permettant de démanteler progressivement, dans chaque pays, les acquis reconnus par les

États dans le cadre des rapports de force variables entre les classes héritées de l'histoire.

Il est donc clair que la construction européenne a été imposée aux peuples pour la défense des intérêts de classe de la bourgeoisie. Le « sentiment européen » des capitalistes repose sur un calcul froid, que Sarkozy exprimait clairement en 2005 : « *Je suis européen parce que l'Europe est un formidable levier pour faire des réformes en France* ».

Mais Yvan persiste à ne pas voir l'Europe bourgeoise comme un « mal » ! L'ennemi, c'est le capitalisme, pas l'Europe de Maastricht, nous dit-il. Mais on pourrait dire la même chose de l'État en général : faudrait-il opposer le combat contre le capitalisme au combat contre l'État ? Évidemment pas, puisque l'État, sous des formes historiques déterminées notamment par les rapports de forces entre les classes, organise la domination de classe de la bourgeoisie.

De même, l'Europe de Maastricht est l'œuvre consciente de la bourgeoisie pour organiser sa domination et pour porter des coups décisifs au prolétariat. Mais Yvan nous dit que l'euro est un « instrument » (confondant un instrument neutre avec une institution politique) qui ne serait responsable de rien « en soi », puisque la faute est au capitalisme. En outre, Yvan nous explique que l'imposition d'une monnaie unique n'est pas pire pour les travailleurs que les dévaluations monétaires. Certes, une dévaluation monétaire renchérit le prix des biens importés, mais elle n'est pas équivalente à une baisse des salaires. Pour le comprendre, imaginons que la productivité en Allemagne augmente de 10% pendant une période donnée et que la productivité en Grèce reste stable. Dans le cadre de la

monnaie unique, les salaires grecs doivent baisser de 10% par rapport aux salaires allemands pour compenser cet écart de productivité et garder la même compétitivité. En revanche, si la Grèce pouvait dévaluer, elle dévaluerait de 10% pour compenser cet écart de productivité. Mais cela ne se traduirait pas par une baisse de salaire de 10%, car si le prix des biens importés augmente, le prix des biens produits en Grèce reste le même. Il y aurait donc une baisse du salaire réel, mais largement inférieur à 10% !

Une monnaie unique pour des pays qui ont des niveaux de productivité différents, et en l'absence de transferts budgétaires, est un dispositif qui oblige les pays les plus faibles à baisser leurs salaires (et ceux qui ne le font pas accumulent alors les déficits, retardant le moment de l'ajustement qui n'en sera alors que plus brutal). Si l'euro favorise les bourgeoisies les plus puissantes, les autres y trouvent également leur compte. Comme l'a indiqué Panagiotis Sotiris (dirigeant d'Antarsya en Grèce) lors de journée de débats d'Antarsya à Paris le 2 mars, « *les pays de la zone euro cèdent leur souveraineté monétaire en vue de profiter d'une pression compétitive constante pour des réformes capitalistes. On trouve ici la raison pour laquelle les bourgeoisies des pays moins compétitifs ont consenti à cette perte de souveraineté monétaire* »<sup>5</sup>.

Yvan nie cela en expliquant que le problème n'est pas l'euro, mais les « choix politiques » qui ont accompagné la mise en place de l'euro, notamment l'interdiction pour la BCE de financer directement les États. Yvan s'attache ici à la surface des choses, car si le financement direct des États aurait pu limiter la spéculation, il n'aurait pas remis en cause la nécessité

d'ajuster les déséquilibres (en l'absence de transferts budgétaires) par les salaires. Une dévaluation permet au contraire aux pays les plus faibles de rendre leurs produits plus compétitifs sans avoir à baisser les salaires.

Si Yvan met les choses sur le même plan, c'est qu'il conçoit fondamentalement tout dépassement du cadre national comme progressiste, comme un pas en avant vers l'Europe socialiste de demain. C'est avec ce point de vue mécanique et dogmatique qu'il faut rompre : nous ne pouvons pas être « neutres » sur les dispositifs que met en place la bourgeoisie pour nous attaquer. Il n'y a pas de « progrès » en soi, mais l'histoire montre que le « progrès » capitaliste se nourrit très souvent de la régression pour les travailleurs/ses ! Comme disait Marx, le « progrès » bourgeois « ressemble à cette hideuse idole païenne qui ne voulait boire le nectar que dans le crâne de ses victimes »...

D'ailleurs, si Yvan ne veut pas combattre le libre échange, doit-on comprendre qu'il refuse de s'opposer au traité de libre-échange UE/USA qui vise à baisser encore davantage les droits de douane ?

Il ne faut pas laisser la dénonciation du libre échange ou de l'euro au FN. L'internationalisme ouvrier n'a rien à voir avec la défense du libre échange ou des unions monétaires dans le cadre du capitalisme. Loin de participer au renforcement des liens entre prolétaires des différents pays (comme l'espérait naïvement LO pour justifier son refus de combattre Maastricht), l'Europe capitaliste les oppose les uns aux autres. L'UE est-elle en train de rapprocher les travailleur-se-s de Grèce et d'Allemagne ? L'internationalisme prolétarien se construira dans la lutte

5. Cf. <http://lastingfuture.blogspot.gr/2014/03/la-gauche-face-lunion-europeenne.html>

collective et internationale contre ce cadre européen qui facilite les attaques contre les travailleur-ses, et pas dans l'indifférence (encore moins le soutien) vis-à-vis de ce cadre. Ce combat contre l'UE n'implique évidemment pas d'adopter une vision étapiste : la sortie de l'euro d'abord, et la rupture avec le capitalisme ensuite. Nous ne combattons pas l'UE pour revenir à un capitalisme national avec le retour du franc. Si nous voulons rompre avec l'UE, c'est parce que nous voulons rompre avec le capitalisme et construire le socialisme.

---

### **Un gouvernement des travailleurs devrait forcément rompre avec l'UE!**

---

Si nous voulons que notre perspective politique soit crédible, nous ne pouvons pas prétendre qu'un gouvernement des travailleurs-ses s'imposera d'emblée au niveau européen. Marteler que le changement ne doit se produire qu'à l'échelle de l'Europe, c'est rendre abstraite toute perspective de pouvoir pour les travailleurs/ses. Nous ne savons pas quelle configuration exacte pourra prendre un processus révolutionnaire victorieux (à quelle échelle géographique il commencera), mais nous devons être clair sur le fait que, dans n'importe quel pays, la rupture avec le capitalisme nécessiterait d'emblée de rompre avec l'UE et l'euro. L'annulation de la dette publique, l'expropriation des grands groupes capitalistes, l'interdiction des licenciements sont incompatibles avec le maintien dans l'UE du capital. L'objectif prioritaire d'un tel gouvernement serait bien évidemment l'extension géographique du processus révolutionnaire. Mais dès la prise du pouvoir, il devrait créer une banque publique unique et une nouvelle monnaie, inconvertible et inutilisable sur les marchés inter-

nationaux pour empêcher la fuite des capitaux. Il n'est pas crédible une seconde de prétendre qu'il pourrait rester dans l'UE et continuer à utiliser l'euro, tout en lançant un « processus constituant au niveau européen », comme si ce processus pouvait conduire à l'édification d'une Europe socialiste !

Même si Yvan met l'accent sur le fait que la rupture doit s'envisager avant tout à l'échelle européenne, il ne peut esquiver complètement la question de ce que devrait faire un gouvernement « anti-austérité » à l'échelle nationale. Yvan y apporte une réponse ambiguë : un tel gouvernement devrait d'un côté dénoncer les traités européens, mais devrait aussi refuser de sortir de l'euro parce que « nous sommes pour une monnaie unique » et que l'euro est un simple « instrument ». Autrement dit, un tel gouvernement devrait se battre « dans le cadre de la zone euro ». Il s'agirait donc de « désobéir » aux règles de l'UE tout en restant dans l'UE : par exemple (nous supposons, car Yvan reste très abstrait) en faisant émettre des euros par la Banque centrale autant que de besoins, en s'asseyant sur les dispositions des traités (sur la concurrence libre et non faussée, etc.).

Le but serait alors de subvertir les institutions européennes en espérant que « l'exemple » fasse tâche d'huile, et, si cela ne marche pas, de forcer les autres pays à exclure le pays doté d'un « gouvernement anti-austérité ». Notre internationalisme serait intact et nous n'aurions pas cédé aux diktats capitalistes.

Cette tactique (qui est aussi celle développée par Michel Husson à l'intérieur du Front de gauche) nous semble erronée pour plusieurs raisons :

- Elle minimise les réactions qu'une telle politique entraînerait. Il est par exemple illu-

soire de croire que la Banque de France pourrait imprimer des euros en dehors du contrôle de la BCE. De façon *instantanée*, la valeur des euros imprimés en France (et dont une des faces est identifiable comme « française ») serait déclarée comme nulle par la BCE, et le gouvernement français devrait alors faire un choix immédiat : accepter ou non de se soumettre aux institutions européennes.

- Elle néglige le fait que, en restant dans l'UE, les pressions seront très fortes pour s'adapter et repousser les mesures à prendre aux calendes grecques... au nom de l'internationalisme et du refus de l'isolement.

- Surtout, si cette tactique peut se discuter au sein de la famille politique « antilibérale », elle est inacceptable, sur le plan des principes, pour les anticapitalistes révolutionnaires. Un gouvernement des travailleurs devrait rompre avec l'UE au moment même où il commencerait à mettre en œuvre son programme. Entretenir l'incertitude sur ce point, c'est jeter un doute sur notre détermination à rompre réellement avec le capitalisme, alors que nous devons avoir en tête que la gauche au pouvoir a toujours justifié ses reculs par la contrainte européenne.

Il ne suffit pas de dire abstraitement qu'on est idéalement pour « en finir avec l'UE ». Si nous voulons faire réellement de la politique, un tel objectif ne peut pas être affiché sans dire un mot sur les moyens pour y parvenir. La crédibilité de notre projet se joue sur la capacité à présenter un chemin, à répondre concrètement à des questions concrètes. La perspective d'en finir avec l'UE tombe à plat si cela



se conjugue avec le refus de rompre avec l'UE.

Il s'agit donc d'élaborer non un vague « programme d'urgence » qui ne dise rien des mesures que prendrait le pouvoir que nous voulons, mais un véritable programme de transition qui articule les revendications aux moyens à mobiliser pour les traduire dans la réalité :

l'expropriation des grands groupes capitalistes, mais aussi le monopole du commerce extérieur, la création d'une nouvelle monnaie non librement convertible avec les monnaies capitalistes. Le programme de transition part des revendications immédiates pour tracer un chemin que la classe mobilisée devrait emprunter pour parvenir à rompre

concrètement avec le système capitaliste. Dans cette acception du programme de transition, la nécessaire rupture avec l'UE y a toute sa place : ce serait l'une des premières mesures que prendrait un gouvernement des travailleurs/ses.

Gaston Lefranc,

le 2 avril 2014

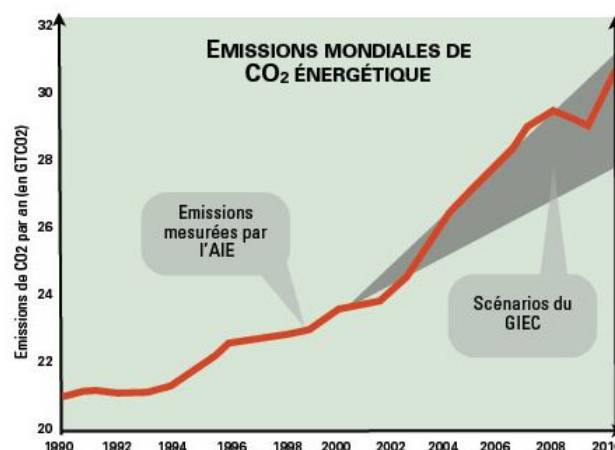
## ÉCOLOGIE

# Le 5<sup>e</sup> rapport du GIEC illustre l'urgence climatique et l'impuissance capitaliste

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) a rendu le 13 avril un rapport complet sur les changements climatiques. Il s'agit du 5<sup>e</sup> rapport depuis celui de 1990, qui actait déjà la reconnaissance par la communauté scientifique du lien direct entre

émissions de gaz à effet de serre et tendance au réchauffement. Dans la sphère politique, cela a donné lieu à beaucoup d'agitation depuis 25 ans : Convention-cadre des Nations unies, Protocole de Kyoto, trois Sommets de la Terre, Conférence de Copenhague... Dans l'at-

mosphère en revanche, c'est une accélération des émissions que l'on constate. La trajectoire suivie aurait même dépassé le pire des scénarios que faisait le GIEC, s'il n'y avait pas eu le krach de 2008<sup>1</sup>.



### 90 entreprises sont responsables de 2/3 des émissions

La grande mode à présent est de pointer du doigt la Chine, qui a détrôné en 2006 les États-

Unis comme plus gros émetteur au monde. Mais d'une part, aussi bien les États-Unis, que le Japon et l'Union européenne ont vu leurs émissions augmenter, et d'autre part, le boom des émissions de la Chine est en majeure partie

lié aux nombreuses délocalisations d'industries. Or le CO<sub>2</sub> des multinationales n'a pas de patrie, et vu la destination de l'essentiel de la production mondiale, c'est surtout sur le compte des vieux pays impérialistes qu'il faudrait le mettre. Une

1. Mais qui aussi entraîné une baisse des investissements en économies d'énergie (-20% en 2009).

étude de 2013 vient d'ailleurs rap-  
peler que 90 entreprises sont res-  
ponsables de 2/3 des émissions<sup>2</sup>.

---

### « Menaces sur la stabilité mondiale »

---

Les rouages – complexes – du climat et des conséquences du réchauffement / dérèglement sont de mieux en mieux connus. On connaît de plus en plus de conséquences possibles en plus de la fameuse montée des eaux d'un mètre d'ici à 2100 : propagation de maladies facilitée, accentuation à la fois des sécheresses et inondations, perturbation d'écosystèmes entiers et de l'agriculture... Aujourd'hui, un tiers des espèces vivantes sont menacées. En se découvrant toujours plus de sa calotte, le pôle Nord est en train de devenir un nouveau terrain de luttes entre impérialistes pour les hydrocarbures, les minerais...

Le rapport confirme également qu'à l'échelle mondiale, les pays dominés subiront davantage les crises écologiques, et en particulier l'Afrique et l'Amérique du sud sont plus exposées à l'insécurité alimentaire. Et au sein de chaque pays, les conséquences seront différentes selon la classe sociale.

Mis bout-à-bout, ces risques sont jugés si importants que le rapport du GIEC évoque des risques pour la stabilité mondiale.

*« Le changement climatique peut indirectement augmenter les risques de conflits violents comme les guerres civiles ou les affrontements inter-groupes, en amplifiant des déterminants bien connus de ces conflits, comme la pauvreté et les chocs économiques ».*

On voit toute l'ambiguïté de cette notion de « stabilité ». De quels « affrontements inter-groupes » s'agit-il ? Nous ne vou-

lons pas d'un avenir fait de déplacements massifs de populations et de guerres fratricides pour les ressources, alors que dans ce système qui ne profite qu'à une minorité, tant de ressources sont gâchées et accaparées. Mais précisément pour mettre hors d'état de nuire les dirigeants qui mènent la locomotive droit dans le mur, il faut que la majorité travailleuse s'empare des outils de production (et de pollution). Il s'agit de changer le moteur de la locomotive, afin de produire pour satisfaire les véritables besoins, alors qu'aujourd'hui une production hors de notre contrôle façonne nos besoins pour écouler la camelote capitaliste. Cet « affrontement inter-groupe » là, la lutte de classe, est légitime et nécessaire.

---

### Le GIEC appelle à une « révolution économique » ... De quoi s'agit-il ?

---

Le GIEC ne prône bien sûr pas cette voie. L'objectif de repli serait de limiter le réchauffement à 2°C – seuil qui sera franchi dès 2030 – ce qui suppose de réduire les émissions mondiales entre 40% et 70% d'ici 2050 et de les ramener à un niveau « proche de zéro », d'ici la fin du siècle. « Si les gouvernements le veulent », il est encore possible d'enclencher une « révolution économique » avec les technologies existantes, nous dit le rapport du GIEC. Quelle révolution ?

On retrouve prônée l'amélioration de l'efficacité énergétique, dans la continuité de ce que l'on entend depuis plus de 30 ans. L'efficacité s'est perfectionnée dans la plupart des domaines, mais en étant bien incapable de compenser la croissance de la production et du commerce. Ce n'est donc pas là qu'est la nouveauté.

En termes de solutions techniques un peu plus musclées, le

GIEC propose de s'en remettre aux « énergies bas carbone ». Ce terme, issu directement de l'influence de certains lobbies, regroupe aussi bien les énergies renouvelables, que les centrales nucléaires et les agrocarburants. Or les dangers de la fission nucléaire et le problème de ses déchets ne sont plus à démontrer, ni la tendance des carburants agricoles à supplanter des terres utilisées par l'agriculture vivrière des pays pauvres. On sait aussi que les énergies renouvelables seront les perdantes de ce trio, n'offrant pas une rentabilité suffisante aux capitalistes pour qu'ils s'y intéressent vraiment.

Autre idée empoisonnée : il faudrait soi-disant développer le captage-stockage du CO<sub>2</sub>. C'est-à-dire injecter sous terre le CO<sub>2</sub> émis. Une excellente couverture « verte » pour justifier que les grandes compagnies pétrolières et minières continuent à exploiter leurs stocks (encore plus de 150 ans de charbon à écouler). Et peut importe les énormes risques, locaux et climatiques, que ces bulles de CO<sub>2</sub> feraient courir à l'humanité.

---

### Conclusions - collusions

---

Les conclusions des rapports du GIEC sont donc clairement à rejeter. Celles-ci ont un poids dans la politique internationale, et elles sont donc très lourdement influencées par un intense lobbying. La reconnaissance internationale du travail des centaines de chercheurs du GIEC est utilisée ici précisément pour donner à ces conclusions une apparence de nécessité objective.

Mais nous n'avons pas à choisir entre la peste et le choléra. Il est possible de sortir rapidement du nucléaire, du pétrole et du charbon. Cela nécessite de débloquer l'argent que les capitalistes refusent d'investir dans les énergies renouvelables, et surtout, de mettre fin

2. <http://www.bastamag.net/90-entreprises-sont-responsables>

au mode de production capitaliste, à ses aberrations et à son productivisme. Cela, ce n'est pas une solution technique, mais une solu-

tion sociale : la planification en fonction des besoins, que seuls les travailleur-se-s peuvent mettre en place.

**Ernest Everhard,**

le 21 avril 2014

---

## Brochures de la Tendance CLAIRE du NPA

---

### ★ Brochures thématiques ★

---

- Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
  - Textes sur la jeunesse
  - Textes sur l'art et la culture
  - Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
  - Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)
- 

### ★ Cahiers d'histoire des révolutions ★

---

- Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
  - La révolution espagnole (1936-1939)
  - Les révolutions russes
  - Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
  - Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
  - Les révolutions chinoises
- 

### ★ Pour l'orientation ★

---

- Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? (analyse critique du programme du FdG)
- Antilibéralisme, keynésianisme... une critique marxiste

# Sommaire

<b>Édito</b> .....	(p. 1)
– Après le 12 avril, amplifions la lutte contre le « gouvernement de combat » PS-Medef .....	(p. 1)
<b>France</b> .....	(p. 3)
– Analyse et perspective après le premier tour des élections municipales .....	(p. 3)
– Les élections municipales, pour quoi faire ? .....	(p. 7)
<b>Luttes et syndicalisme</b> .....	(p. 8)
– Les 4 du Havre : RELAXÉS ! .....	(p. 8)
– Lutte des intermittentEs et précaires exemplaire ! ..	(p. 10)
<b>CPN des 5 et 6 avril</b> .....	(p. 11)
– La direction alimente la crise du parti avec sa lettre de dernière minute au Front de gauche .....	(p. 12)
– Européennes : l'orientation de notre parti ne nous permettra pas de disputer l'électorat populaire au Front national .....	(p. 12)
– Pour un NPA radicalement féministe .....	(p. 13)
– Après les municipales et le 12 avril, une seule politique : stoppons ce gouvernement PS-MEDEF .....	(p. 15)
– Contre l'Union européenne, Contre le gouvernement des riches et des patrons, Rupture anticapitaliste ! .....	(p. 18)
<b>Contre leur mondialisation</b> .....	(p. 21)
– Traité transatlantique : des négociations secrètes pour mettre les travailleurs devant le fait accompli .....	(p. 21)
– Pour la rupture anticapitaliste avec l'Union européenne ! .....	(p. 22)
<b>Écologie</b> .....	(p. 28)
– Le 5 <sup>e</sup> rapport du GIEC illustre l'urgence climatique et l'impuissance capitaliste .....	(p. 28)

## Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la gauche de la gauche est origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguës des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : [tendanceclaire.npa@free.fr](mailto:tendanceclaire.npa@free.fr)
- Téléphone : 06 64 91 49 63